



HOROYA

P
D
G

N° 2229 — Du 11 au 17 Juillet 1976 — Prix : 25 Syllis

ORGANE CENTRAL DU PARTI-ETAT DE GUINEE

LABE 12 JUIN

Les Présidents Ahmèd Seku Ture (bonnet) et Samora Moises Machel plantent chacun un arbre. Début de l'application de la «loi Fria»





ORGANE CENTRAL DU PARTI-ETAT (PDG)

BP : 191 et 341
Secrétariat Rédaction Direction Commerciale
Tél. : 611-47 611-48 611-49

DIRECTEUR POLITIQUE

Ahméd Seku Ture

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Mamadi Keita

ADMINISTRATION

DIRECTEUR : Musa Dumbuya

D. ADJOINT : Jerome Dramu

S. G. DE REDACTION : Ibrahima Sise

D. COMMERCIAL : Mamadu Sire Bari

ABONNEMENTS

ENVOYER BULLETIN D'ABONNEMENT
ET DE REABONNEMENT A HOROYA
ORGANE CENTRAL DU PARTI-ETAT
DE GUINEE

PAIEMENT :

I - Guinée

Pour vos paiements, envoyer bulletin
d'abonnement et règlement par chè-
que bancaire ou virement à :

— Compte n° 32-34-51-395
Crédit National - S P Conakry Répu-
blique de Guinée

II - Afrique et autres continents :
au compte de la Banque Guinéenne
du Commerce Extérieur, tenu auprès
du correspondant banquier du pays
de résidence de l'abonné.

TARIFS ANNUELS D'ABONNEMENT :

Envoi par Avion

- 1 - République de Guinée - 1 200 S
- 2 - Afrique - 1 500 S
- 3 - Autres continents - 1 800 S

**BULLETIN D'ABONNEMENT
OU DE REABONNEMENT**

A remplir et à retourner à
" HOROYA " ORGANE CENTRAL
DU PARTI-ETAT DE GUINEE

B.P. 191 et 341 CONAKRY
REPUBLIQUE DE GUINEE

NOM :
PRENOMS :
PROFESSION :
ADRESSE :
VILLE : PAYS :
REGLEMENT :
CHEQUE CI-JOINT :
VIREMENT BANCAIRE

**A TOUS NOS ABONNES
DE LA REPUBLIQUE**

*Nos paiements se font exclu-
sivement par versement ou vire-
ment à notre nouveau compte
bancaire No 32-34-51-395
Crédit National S. P. Conakry
Notre caisse n'acceptera dé-
sormais de nos clients et abon-
nés que les reçus bancaires, a-
vis de virement ou chèques ban-
caires visés et positionnés.*

Prêt pour la Révolution

SOMMAIRE

**Le chef de l'Etat à la Conférence
Régionale Economique de Conakry**

- Discours d'ouverture 4
- Mises au point :
I — Répartition des tâches
entre PRA et PRL 16
- II — De la morale politique.. 25

**Faranah : La Faculté
d'agronomie 30**

**Le Responsable Suprême de la
Révolution au Conseil Supérieur
de l'Education**

- Mise au point 31
- Discours de clôture 52

**Les CUM de Conakry reçus par le
chef de l'Etat 66**

**Lola : Tournée d'inspection de
l'Académie dans les CER 72**

**N'Zérékoré : Recouvrement des
créances 75**

L'impérialisme et ses agents 76

De l'expression politique africaine 77

**Conakry II : Séminaire des
enseignants 79**

Poèmes :

- Planter partout 80
- Au nom de la Révolution.. 81

Conférence économique régionale de Conakry



« Si l'histoire n'est faite que par le Peuple
les victoires quant à elles impliquent les
capacités directionnelles des cadres »

Discours d'ouverture du Président Ahmed Seku Ture

Sous la haute présidence du Responsable suprême de la Révolution, le stratège Président Ahmed Seku Ture, la deuxième session de la conférence régionale économique de Conakry a débuté, lundi 5 juillet à 9h 30 ses travaux dans la salle du congrès du Palais du Peuple.

Session de la radicalisation plus poussée de la Révolution, elle est convoquée par le Pouvoir révolutionnaire central pour permettre aux cadres du Parti-Etat à tous niveaux de procéder

au contrôle des bilans cumulés de vingt et un mois de gestion commerciale par les Pouvoirs Révolutionnaires Locaux (PRL).

Elle a réuni les membres du Comité central et du gouvernement, les directeurs des entreprises de commerce; environ mille cent cinquante responsables politiques et administratifs de la Capitale.

C'est là dans la lutte contre les ennemis affameurs du Peuple et pour permettre aux popu-

lations travailleuses d'être totalement responsables de l'exercice du Pouvoir c'est-à-dire la gestion des biens des PRL que la Direction nationale du Parti a mis un terme au commerce privé.

Ainsi, de la production à la consommation, la lutte que livre le Parti-Etat se fixe comme objectif d'éliminer entièrement des circuits économiques tous les intermédiaires qui détournent à leur seul profit les biens des masses laborieuses. Dans un tel contexte, l'organisation se caractérise essentiellement par son dynamisme, la critique et l'auto-critique s'exerçant sur l'ensemble des activités. Cela confère au propos du Responsable suprême de la Révolution « Plus le Parti-Etat se qualifie, plus il s'approche de ses objectifs. Plus il accroît ses moyens, plus le contrôle devient une nécessité » un sens historique qui indique en même temps la grande importance des présentes assises. D'ailleurs la confiance et le sérieux des responsables régionaux de Conakry, autour du Respon-

sable suprême de la Révolution ont transformé la session en une véritable salle de classe universitaire.

Les débats ont cerné les points suivants :

- la Situation de la commercialisation d'octobre 1974 à juin 1976
- les commandes spéciales
- les produits et articles divers d'octobre 1974 à juin 1976
- la production maraîchère et vivrière
- l'habitat
- les brigades mécanisées de production et celles de pêche maritime
- les activités sportives et artistiques.

Il a été établi clairement que les bureaux des PRL, dans la majorité ont enregistré des bénéfices qui donnent une fois de plus raison au Parti-Etat contre les ennemis du Peuple. Nous publions ci-dessous le texte de l'allocution d'ouverture du camarade Président Ahmed Seku Ture.

NECESSITE DU CONTROLE INTERNE

Camarades,

La présente Session de la Conférence Economique Régionale de Conakry a été convoquée par le Comité Central, pour permettre aux cadres du Parti-Etat, de la base au sommet, de procéder au contrôle public des bilans cumulés de la gestion effectuée, depuis octobre 1974, par les P.R.L. de Conakry I et de Conakry II.

Nous avons déjà mis l'accent sur la nécessité d'assurer un contrôle vigilant, systématique et permanent sur les activités des organismes du Parti-Etat, surtout dans la phase exaltante que nous avons abordée, consacrant l'avènement du Parti-Etat, après le 10^e Congrès du Parti. Plus le Parti se qualifie, plus il s'approche de ses objectifs, plus il accroît quantitativement et qualitativement ses moyens d'action, et plus le contrôle interne devient une nécessité.

Il s'agit donc d'une Session de contrôle et nous devons, ensemble, de façon critique et auto-critique, examiner soigneusement la situation résultant des activités gestionnelles des P.R.L. de Conakry, depuis l'institution du commerce d'Etat, dans le cadre du fonctionnement des P.R.L.

L'ennemi de classe est toujours là, au sein du Peuple toujours actif dans son œuvre de destruction des racines du Parti ; toujours cynique dans les bobards qu'il lance, dans les dénigrements qu'il oppose à toutes les valeurs chères à la Révolution.

La lutte de classe se poursuit donc quotidiennement dans tous les domaines et sous divers aspects. Mais la Révolution sait, que seuls les actes s'enregistrent comme éléments constitutifs du bonheur populaire ; les intentions, si nobles soient-elles, ne font pas l'histoire. Ce sont simplement les actes traduisant les légitimes aspirations des masses populaires qui tissent l'histoire et permettent les changements quantitatifs et les changements qualitatifs.

Le Parti, pour savoir à quelle heure exacte se situe son action, se doit donc, à tout moment, de procéder à un contrôle interne. En effet, c'est le contrôle qui permet au Parti, à ses cadres et militants, d'apprécier la valeur et l'importance des acquis, de déceler en même temps les carences et les défauts qui persistent dans le comportement des uns et des autres. Le contrôle, pour être positif, doit s'effectuer sous l'égide de l'honnêteté révolutionnaire, de l'objectivité, de la fidélité rigoureuse aux principes prescrits par le Parti.

Les P.R.L. seront donc invités à présenter leurs bilans dépouillés de tout commentaire superflu, afin que les réalités quantitatives, décrites par les chiffres portés dans les bilans, permettent à la Conférence, de se faire une idée exacte de la situation particulière de chaque P.R.L. de Conakry, et pour que le contrôle ne perde jamais de vue son pourquoi, c'est-à-dire sa raison fondamentale.

LES CONTRADICTIONS PRINCIPALES

Nous nous devons de rappeler que l'action révolutionnaire se mène en deux directions fondamentales :

— Chaque Direction comporte l'une des deux contradictions qui caractérisent la situation et l'action du Parti. La première contradiction, nous le savons tous, est de caractère antagonique. C'est pourquoi elle est fondamentale, principale ; cette contradiction est celle qui nous oppose à l'impérialisme, au colonialisme, au capitalisme exploiteur.



LAURENCE
Secrétaire général
C. D. 1er Arrondissement



Mamadou Saliou SYLLA
Secrétaire général
C. D. 2è Arrondissement

En agissant dans le PRL, le cadre du Parti-Etat ne doit jamais oublier qu'il est un instrument d'évolution de son Peuple, un moyen actif de son Parti et que tout son acte doit pouvoir s'inscrire dans la ligne du Parti, pour permettre au Peuple de réduire toutes les contradictions principales l'opposant aux forces extérieures ennemies du bien-être de la Nation.

Il ne doit également pas oublier qu'au sein du Peuple guinéen lui-même, il y a des ennemis de classe, des éléments dont la mentalité et le comportement contredisent, quotidiennement, la morale révolutionnaire et compromettent, de ce fait, les objectifs assignés à l'action du Parti-Etat en faveur de l'émancipation de la Nation. Ce sont là des contradictions internes, mais qui ne sauraient être résolues que si dans chaque acte commis par un cadre ou militant du Parti, sa compréhension parfaite confère à cet acte une portée de destruction de tout ce qui est contraire au progrès révolutionnaire du Peuple.

Nous disons donc que l'impérialisme, le colonialisme, le capitalisme exploiteur nous guettent ; ils nous visent, en tant qu'ennemis farouchement opposés à leurs plans de domination ou de redomination de l'Afrique et de la Guinée. L'impérialisme, le colonialisme ne constituent pas une entité objective, comme un arbre ou une maison que l'on pourrait voir et dont on pourrait mesurer toutes les dimensions. L'impérialisme, le colonialisme sont une somme de valeurs négatives, anti-populaires, se traduisant en mentalité, en comportements toujours opposés à la justice, à l'égalité, à la fraternité. Et c'est pourquoi, puisque nous ne voyons pas sous nos yeux l'impérialisme et le colonialisme, notre conscience qui les voit doit pouvoir conférer à tous nos actes les remèdes de destruction de l'impérialisme et du colonialisme.

L'action révolutionnaire implique la conscience révolutionnaire, le don inconditionnel de l'homme au Peuple, l'insertion parfaite de ses activités dans le combat du Peuple pour un bonheur démocratique et social. La lutte révolutionnaire conséquente veut qu'à tout moment, l'homme soit en parfaite harmonie avec lui-même, c'est-à-dire avec le devenir heureux qu'il veut et avec la personnalité, les intérêts présents et à venir de sa société.

Les contradictions fondamentales opposant le PDG, sur le plan international, à toutes les forces du mal, doivent être résolues à l'avantage du PDG et pour ce faire, les PRL doivent se considérer les instruments privilégiés de la lutte de notre Peuple, contre tous ses ennemis et consolider la base du pouvoir révolutionnaire. Affermir ce pouvoir, perfectionner les bases de ce pouvoir, c'est contribuer directement à la liquidation de l'impérialisme et du colonialisme dans le pays, car il y a des rapports de force entre le Peuple et l'anti-Peuple. Plus le Peuple s'organise, plus il accroît ses moyens de lutte, plus ses acquis se perfectionnent, et plus le Peuple est à même de s'opposer victorieusement aux assauts de ses ennemis. Et, l'armée la plus perfectionnée dont dispose le Peuple Guinéen, dans la phase actuelle, c'est son pouvoir concrétisé dans le village, par le PRL. Nous devons donc utiliser le PRL contre l'impérialisme, contre le colonialisme, contre le néo-colonialisme. Plus notre civilisation aura un contenu de masse, plus les réalités socio-humaines de notre pays refléteront un dynamisme révolutionnaire, libérant chaque individu et l'associant au combat libérateur de son Peuple, et plus vite nous aurons démolé la civilisation d'élite fondée sur l'exploitation de l'homme par l'homme, sur les différenciations arbitraires et les fausses hiérarchies socio-économiques permettant, à une minorité, de se hisser au sommet de l'édifice politique, économique et social et de dominer la majorité.

Nous avons dit catégoriquement **NON** à la civilisation d'élite qui divise le Peuple, l'oppose à lui-même, pour préférer la civilisation de masse celle qui postule une démocratie sincère et profonde dans les rapports intra-sociaux fondés sur la vraie justice, sur la solidarité effective et l'égalité de tous devant la Nation.

Le Parti-Etat est justement l'instrument efficace qui nous conduira rapidement à l'épanouissement complet d'une telle civilisation au profit des masses, car, sa caractéristique est que le Peuple s'empare du pouvoir et l'exerce à son profit. Et dès que le Peuple devient tout à la fois objet et sujet, il accroît ses capacités d'action pour se construire tous les biens et moyens indispensables à la pérennité de son indépendance et à la continuité de son progrès économique et social. Nous avons renoncé, ne l'oublions jamais, à toute politique d'exploitation et d'oppression, car nous entendons permettre à chacun de s'élever le plus haut possible, selon

8 - Horoya N° 2229 - R.G.



Checuppe BOHSSEIN
Secrétaire Administratif
C. D. 4^e Arrondissement



Karamoko TRAORE
Secrétaire général
C. D. 5^e Arrondissement

ses mérites, sans plus rencontrer d'entraves arbitraires à la réalisation de sa légitime ambition.

Nous entendons donc corriger les différenciations, même naturelles, tout en bannissant toute différenciation arbitraire. Nous entendons, par conséquent, sauvegarder une personnalité homogène à la Nation et au Peuple et donner au Peuple la possibilité d'utiliser rationnellement toutes potentialités socio-économiques qui sont à sa portée.

L'ambition affichée par le PDG est très noble. Elle peut être réalisée, elle doit être réalisée. Mais il faut que chacun en ait une conscience éclairée, pour que chacun accepte une discipline partant de la sauvegarde des acquis et aboutissant à l'accroissement des acquis. C'est donc la lutte, la lutte globale, multiforme, permanente. Cette lutte doit se mener conséquemment au niveau des PRL qui constituent, à l'heure actuelle, les véritables fondations de l'édifice national.

LES CONTRADICTIONS INTERNES

Les contradictions principales ne doivent donc jamais être perdues de vue. Mais la dialectique nous enseigne que pour les résoudre radicalement, il faut que le Peuple se débarrasse des contradictions internes qui pourraient, en se développant, porter atteinte à l'intérêt de la Nation et venir au secours des ennemis impérialistes.

Les contradictions internes, nous devons donc aussi les connaître clairement. Elles opposent, dans tous les domaines de la vie nationale, le Peuple à quelques individus tarés, ingrats et infidèles, corrompus dans l'esprit. Ces hommes doivent être identifiés au sein de la société, afin que le Peuple, les connaissant parfaitement, puisse les réduire dans leurs dimensions et, finalement, les reconvertir à la nature de l'action révolutionnaire que mène le PDG. **Les ennemis intérieurs, il ne faut pas les oublier, ils existent.** Ils sont habillés comme vous, sans uniforme ou en uniformes ; ils habitent les mêmes quartiers que vous, ils travaillent dans les mêmes bureaux ou garnisons que vous, parfois ils partagent avec vous, les repas ; pour autant, ils ne sont pas avec vous. **Voilà une vérité qu'il faut toujours avoir présente à l'esprit.**

Ce ne sont pas tous ceux qui portent le titre de « citoyens guinéens » qui se confondent harmonieusement avec le Peuple guinéen. Chaque Peuple peut engendrer son contraire, voire chaque famille engendrer son contraire.

Il faut donc que nous sachions que tous ceux qui ont pour rêve essentiel de gagner de l'argent, n'importe comment, qui accordent à l'argent, plus de valeur qu'au Peuple, qu'à la Révolution, qu'à Dieu, ceux-là sont les vrais ennemis du Peuple. Ils existent. Et le régime colonial, partout où il a pu sévir, s'était évertué en Afrique, à engendrer une espèce de bureaucratie et à créer, sur le plan économique, une bourgeoisie constituée d'hommes d'affaires, en rupture de ban avec la morale nationale, leurs rêves étant de tromper, de voler et de s'imposer au Peuple.

La bourgeoisie nationale renferme tous les cadres du Parti et de l'Etat qui se servent des biens publics, non pas pour faire le bonheur du Peuple, mais en les confisquant à leur profit pour faire leur bonheur égoïste.

La bourgeoisie nationale comprend également tous ceux qui privilégient le commerce, ces commerçants et trafiquants qui se refusent à toute activité productive et qui ne voudraient vivre que d'échanges, pour faire peser sur les consommateurs tout le poids de leur bien-être personnel. Leur vocation est donc d'amasser des bénéfices toujours plus fabuleux.

La bourgeoisie nationale est également constituée de technocrates, ceux qui ne voient pas l'homme Homme, mais qui le voient à travers une technicité. Dès qu'ils sont ingénieurs, ils méprisent tous les autres travailleurs et oublient qu'eux-mêmes ne sont que des travailleurs. D'autres, dès qu'ils ont de nombreux galons, ils méprisent tous les militants en uniformes sans galons ou avec peu de galons. Ils oublient que comme ceux-là, ils sont tous au service d'une même cause nationale.

La technocratie veut ériger en pouvoir absolu la formation technique acquise au détriment des autres ; ainsi la technique n'est plus vue comme un moyen de compréhension, de réalisation du bonheur collectif, mais comme un moyen de stratification, de division, d'exploitation et d'oppression de la majorité par une minorité.

Tous ceux-là existent.

A ceux-là, s'ajoutent évidemment les trafiquants, les voleurs quotidiens qui, chaque fois que vous êtes en réunion, quelque part, sont très heureux de trouver les concessions à demi vides, afin d'opérer tranquillement les vols dont ils vivent.

Nous devons guérir ces contradictions internes pour



Aly SANKON
Secrétaire Administratif
C. D. 6^e Arrondissement



Mamadou BAH
C. D. 7^e Arrondissement

assainir la société guinéenne, en finir avec les travers sociaux et reconvertir tout le monde à la morale révolutionnaire qui veut que chaque homme vive en conscience et par la conscience ; que chaque acte s'inscrive dans le courant rénovateur propulsé par la volonté populaire et ayant en vue un devenir toujours heureux pour la Nation.

Nous devons nous parfaire, en nous débarrassant progressivement de nos défauts et insuffisances. Notre devenir, le devenir heureux auquel nous rêvons, dépend donc de nous, de la force contraignante que nous imposerons à nous-mêmes pour conformer tous nos actes aux objectifs de bien-être moral et matériel de la Nation et aussi, à l'ambition individuelle de devenir et de demeurer utile à l'histoire de notre pays.

Nous ne devons donc pas oublier que les contradictions fondamentales existent, l'impérialisme existant, le colonialisme existant et leur mission permanente étant de subjuguier les Peuples ; que les contradictions internes existent, car au sein de notre société, tous les éléments de la Nation ne pratiquent pas la Révolution ; il y a des non-révolutionnaires, des contre-révolutionnaires qui, d'ailleurs, mènent activement, cyniquement des activités clairement opposées aux objectifs du bonheur populaire. Or, c'est en résolvant correctement les deux genres de contradictions que pourrait s'épanouir la civilisation que nous avons choisie, la civilisation des masses, postulant le règne de la justice, de la solidarité, et de la sécurité pour tous.

La double qualité politique et technique des cadres

Le travail devient alors une condition de pérennité à toute civilisation de masses. Car, sans le travail, il n'y a pas de création et sans création des biens indispensables au bonheur de l'homme et du Peuple, il n'y a pas de progrès.

C'est pourquoi, nous devons toujours souligner l'importance que nous devons accorder au travail. Le plus grand homme, au sein d'un grand groupe d'hommes, ne peut être désigné qu'en fonction du plus haut niveau d'utilité sociale caractérisant le comportement d'un tel homme par rapport aux autres. Ce n'est ni l'âge, ni le degré de fortune, encore moins la beauté qui serviraient valablement à la désignation au plus grand homme, au sein d'un groupe d'hommes ; c'est seulement celui dont l'apport au bien-être de la collectivité serait considéré le plus grand, par rapport à l'apport des autres. Ainsi, il n'y a de moyen d'assumer sa propre grandeur, de renforcer sa propre personnalité, de faire épanouir

son propre rayonnement que dans le travail et par le travail.

Adhérer à une civilisation de masse, c'est accepter comme mode de vie, la production des biens nécessaires à la société. C'est ce que nous avons déjà dit : *c'est accepter de payer ses dettes*. Quiconque n'aura pas payé ses dettes, même s'il a été chef d'Etat, ministre, officier supérieur, grand directeur, ou commandant, aura vécu inutilement et se serait révélé, non pas comme un homme, mais comme les créatures inférieures à l'homme. *Payer ses dettes, c'est travailler, contribuer au bonheur des autres, rendre au Peuple une partie de ce qu'on aura reçu de lui.*

Ainsi, les P.R.L. doivent servir de cadre et de moyen d'action pour le Peuple ; le Peuple qui doit s'engager résolument dans le travail productif ; le Peuple doit vivre sa Révolution en la créant et en la recréant, tous les jours.

Au niveau d'un P.R.L., il y a beaucoup de courants qui s'emparent de l'opinion des militants et la font déboucher, soit sur la conviction révolutionnaire, soit sur un découragement, une résignation. C'est pour dire que *le rôle des cadres est très important dans un mouvement populaire. Si l'histoire n'est faite que par le Peuple, les victoires, quant à elles, impliquent les capacités directionnelles des cadres*. C'est une raison essentielle : pour que nous devenions fermes, vigilants dans le contrôle à effectuer sur la gestion de chaque P.R.L.

Qu'est-ce que nous aimons ? C'est le Peuple, sa liberté, sa productivité, son bien-être. C'est ce que chacun de nous aime et c'est ce qui fera de chacun de nous un moyen efficace au service d'une cause supérieure. Lorsque l'un d'entre nous est défaillant, nous n'avons pas le droit de nous taire, en couvrant la défaillance, la malversation dont est auteur un cadre ; *car on aura trahi le Peuple, en choisissant l'individu*. Ce serait la marque de l'infidélité, de l'ingratitude, car ce n'est pas ce cadre seul qui aura fait de nous le responsable ; c'est la majorité du Peuple, sinon tout le Peuple. Nous ne pouvons donc pas, en tout cas, nous ne devons pas trahir tout le Peuple en couvrant la malhonnêteté commise par un de nos collaborateurs.

Nous devons donc être fermes dans le contrôle, fermes dans la sanction : positive quand elle est méritée ; négative quand elle est également méritée. A chacun, le résultat fidèle de son bilan !

C'est pourquoi, les P. R. L. doivent renforcer d'abord l'auto-contrôle. Nous l'avons préconisé, lors de la première Session de la Conférence Economique Régionale, en conseil-



Ghoussein Ismail
C. D. 8^e Arrondissement



Tamba KAMANO
Président CUM PRL Bokar Biro
(Gendarmerie Nte du 1^{er} Arrdt.)

lant qu'une ou deux fois par mois, chaque R. R. L. ait à tenir une assemblée générale avec un ordre du jour unique : le contrôle de la gestion — ce qui permet à tous les militants, d'abord de savoir ce qui est assumé au nom du Comité ; ensuite de se plaindre s'il y a des raisons de plainte ; à l'assemblée d'instruire toutes les plaintes et réserver à celles qui sont fondées, des solutions justes. C'est ce qui permet d'assainir politiquement et moralement la vie de chaque P. R. L.

En effet, les P. R. L. n'ont pas les mêmes directions. Il y a des P. R. L. dont les cadres sont non seulement, *politiquement engagés*, mais aussi *techniquement capables*. Alors la gestion reflète la double qualité au sein de telles directions : *La fidélité politique et la capacité technique* puisque la gestion est une technique. Ces P. R. L. qui ont la chance d'avoir des cadres répondant aux critères de la Révolution évoluent et continuent d'évoluer sans entraves.

Mais il y a d'autres P. R. L. dont la direction, est à la fois constituée d'éléments politiquement engagés et capables, et d'éléments démagogues et menteurs qui ont réussi à s'infiltrer dans le bureau du P. R. L. Et *cette minorité, tous les jours, viole les règles du Parti-Etat, procède à l'agitation comme si l'on vivait de campagne électorale*. En fin de compte, la perturbation s'installe, les biens publics sont mal gérés ou sont détournés de leurs fins ; et les militants pénalisés. Gare si tel manoeuvre, tel gardien ou tel homme de troupe sans galons, policier, gendarme, militaire, tel chauffeur, mécanicien ou docker, parce que n'ayant pas encore perçu son salaire, désire n'enlever à la boutique du P. R. L., selon ses moyens du jour, qu'une partie de son ravitaillement. L'on voit alors le chef du service économique du P. R. L. mal dirigé et mal à l'aise, lui lancer à la figure cette phrase de démobilisation :

« Non, il n'est pas question ! Ou tu prends le tout, ou tu perds le tout ». C'est ainsi que l'on agit ; ou alors quand il fait ce qu'il considère comme une « faveur » à tel autre de prendre le tiers de sa dotation, c'est bien dans le but de lui dire, lorsqu'il revient pour enlever le reste ; « C'est terminé, il n'y a plus rien » !

Ainsi agit la contre-révolution au nom de la Révolution ! Décourager les masses, détourner, voler, alimenter les marchés parallèles ! Cela est intolérable !

Les individus doivent échouer, mais le Peuple de Guinée ne doit pas échouer !

DES SOLUTIONS JUSTES

C'est pourquoi, nous devons étudier, en plus de la simple régularité devant caractériser les actes de gestion, leur moralité, afin que des solutions justes leur soient réservées et que partout, les Bureaux des P. R. L. se comportent de la même manière, traduisant, avec la même vigueur, les lignes directionnelles de la Révolution. Cela est nécessaire et indispensable.

Aussi, devons-nous ajouter que la double qualité du cadre, c'est à-dire les deux conditions du succès doivent être absolument remplies. *Quand le chef de Service Local économique n'est pas techniquement capable, quel que soit son niveau de popularité, il faut lui donner d'autres fonctions et le remplacer par celui qui est capable d'assumer correctement la responsabilité.*

On ne nous a pas demandé d'élire un chef de canton ! On nous a dit de désigner des cadres valables pour des tâches données. Il faut que l'élu soit capable d'assumer ces tâches-là. Autrement, nous rendrons un mauvais service aux individus eux-mêmes et finalement au Parti. Car, chaque fois qu'à la suite d'un contrôle, un cadre du P. R. L. est arrêté pour malversations ou détournement, c'est le Parti qui est discrédité.

Donc, si nous aimons le Parti, nous devons lui donner les meilleurs serviteurs, et écarter des tâches de gestion, ceux qui sont incapables de vivre à côté de l'argent d'autrui, sans le détourner.

Tout le monde est honnête dans les conditions neutres, là où il n'y a aucun Syli à voler ! Et le plus grand voleur reconnu, placé dans de telles conditions, apparaîtrait comme un homme honnête au même titre que les autres. Aussi lorsqu'on dit : « tel est honnête », il faut vérifier s'il a déjà prouvé son honnêteté dans les conditions où il pouvait être malhonnête.

Voilà le mérite !

Nous ne pouvons pas affirmer que celui qui n'a jamais géré est honnête, parce que nous ne l'avons pas encore mis à l'épreuve.

Par conséquent, nous invitons les Bureaux fédéraux, les comités directeurs, les maires et tous les cadres, à poser les véritables problèmes concernant les conditions de la gestion, les moyens de contrôle, afin que nous puissions les étudier et aboutir à un perfectionnement du fonctionne-



Kerfalla SOUMAH
Maire PRL M'Balía Camara



Une vue de la salle de conférence

ment de nos Services Locaux, notamment les Services Locaux Economiques dont la tâche devient de plus en plus importante.

Nous verrons aussi s'il n'est pas nécessaire, partout où la double condition ne sera pas remplie, *de désigner un directeur de l'entreprise commerciale du P. R. L. et un chef comptable, tous deux responsables devant le P. R. L. et devant l'Etat.* Ainsi, ce sont des fonctionnaires préparés à cet effet, comme les directeurs d'une entreprise nationale, qui assumeront la gestion, et dont la moindre malversation pourrait les conduire, sans gêne, devant les tribunaux avec saisie de leurs biens. Les cadres élus du P. R. L. assumeront toujours le contrôle de moralité et pourront, à tout moment, dénoncer le mauvais directeur.

Voilà une forme de perfectionnement qui aura l'avantage de préserver l'honneur des cadres élus et d'éloigner les « quelques chats » qui rodent autour du « sumbara » !
Camarades,

Nous comptons sur l'honnêteté des cadres de tous les P. R. L., pour présenter à la Conférence un bilan cumulé reflétant la réalité du Pouvoir Révolutionnaire Local (PRL).

PRET POUR LA REVOLUTION !

Conférence Régionale Economique

Au cours des débats de la Conférence Economique Régionale de Conakry, différents problèmes ont été abordés par les P.R.L. dans leurs interventions. En raison de leur portée générale, le Président Ahmed Seku Ture devait faire les mises au point suivantes :

I - REPARTITION DES TACHES ENTRE P. R. A. ET P. R. L.

Technique de la Révolution

Nous n'attendrons pas la fin de nos travaux, qui n'interviendra peut-être que dans deux ou trois jours, pour porter à votre connaissance quelques éléments d'appréciation.

Comme vous le savez, le **P.R.L.**, institution capitale du Peuple révolutionnaire, a été bien mûri par la Direction du Parti, notamment en ce qui a trait aux bases de son fonctionnement. Rappelons que c'est en novembre 1967 que le Comité Central a adopté le principe de l'institution du **P.R.L.** comme démarche radicale devant aboutir à une transformation qualitative des réalités socio-économiques du pays. Mais le P.R.L. n'a connu son démarrage effectif qu'en mars 1975 ; sauf pour Conakry où il a démarré depuis octobre 1974. C'est dire que pendant 7 ans, 8 ans, les décisions prises en la matière n'ont revêtu qu'un caractère théorique. Cependant ce temps a été utilisé par la Direction du Parti pour préciser toutes les motivations justifiant le principe qui reconnaît au Peuple l'exercice de l'ensemble de ses pouvoirs de souveraineté. C'est ainsi, par exemple, que la Direction du Parti a stigmatisé la nocivité des trafiquants, mettant ainsi en exergue la justesse de la ligne ; qu'elle a invité en conséquence le Peuple à exercer lui-même le pouvoir en matière commerciale.

C'est cette éducation idéologique qui a permis aux P.R.L., à partir de fin 1974 à Conakry, et au début de 1975



Lamine Dondo TOURE
Maire PRL Mafoulé Keita



Amadou SOUMAH
Maire PRL Adama Kandet Touré

à l'échelle de la Nation, d'exercer effectivement des activités commerciales.

En octobre 1974, nous avons fait des suggestions aux cadres des deux Fédérations de Conakry, relatives au fonctionnement des P.R.L. de la capitale. Nous avons alors invité les deux bureaux fédéraux à étudier ces suggestions et à nous faire connaître leurs points de vue ; leur réponse fut négative et les mesures envisagées ne furent pas appliquées.

La Révolution nous enseigne que si deux fois deux font quatre, un cadre révolutionnaire n'impose pas la solution au Peuple, il se contente d'en poser la question ; et si le Peuple ne comprend pas, lundi, que deux fois deux font quatre, s'il répond plutôt qu'ils font cinq, ce sont ceux qui savent que la réponse est quatre qui devront faire la démonstration de la justesse de la réponse ; alors le mardi, le Peuple, convaincu, devra répondre correctement à son tour à la même question et dire que deux fois deux font quatre. Telle est la technique de la Révolution selon laquelle rien ne peut se faire de façon solide s'il n'est pas le reflet de la volonté libre du Peuple libre.

C'est pourquoi nous n'avons pas insisté, à cette époque. Maintenant, nous pensons que le niveau de compréhension des uns et des autres est tel, qu'il apparaît nécessaire, aujourd'hui, de rationaliser nos activités au niveau du P.R.L.

Nous vous rappelons ce que nous avons déjà dit alors, tenant compte des conditions spécifiques du fonctionnement d'un P.R.L. rural et d'un P.R.L. urbain ; nous avons eu, juste après les élections populaires, à dire, ici, devant les maires de Conakry, qu'à notre avis, au niveau d'un village, l'exercice par le P.R.L. de tous les attributs définis par le Parti, correspond à des réalités objectives.

En effet, un village est une unité sociale ; il doit devenir une unité politique, une unité administrative, une unité économique et une unité culturelle. Les élus, au niveau du village, doivent donc pouvoir satisfaire à tous les besoins collectifs posés au village lui-même. C'est pourquoi les différents services locaux des P.R.L. peuvent effectivement fonctionner, et à plein rendement, dans chaque village ; l'aménagement du territoire est par exemple une activité

permanente. Quand on est dans un village, il faut aménager la plaine. Mais dans une ville, l'aménagement du territoire relève d'autres entités puisque la ville a un plan d'urbanisme, et des autorités administratives sont commises par l'Etat à faire respecter les règles d'urbanisme. Ainsi on ne peut pas dire que le maire, dans un P.R.L. de Conakry, est chargé de l'aménagement de son territoire. Par exemple en zone rurale, chaque P.R.L. a été invité à créer un terrain de sport pour la jeunesse du village ; c'est normal ; mais existe-t'il à Conakry et dans chaque P.R.L. urbain, un terrain aménageable comme terrain de sport pour la seule jeunesse du P.R.L. ? Nous ne le pensons pas ; alors que pour chaque village, ceci est faisable.

Mais si l'on demande à chaque village, à travers son Service Local Social, d'avoir à créer et à faire fonctionner correctement un dispensaire-maternité, ceci serait un minimum pour une unité villageoise ; est-ce que, par contre, chaque quartier d'une ville pourra disposer instantanément d'un dispensaire-maternité ?

On demande ainsi à chaque village de prendre les dispositions nécessaires pour permettre à l'Etat d'assurer l'enseignement continu, c'est-à-dire de disposer d'un C.E.R. comportant tout à la fois, les classes de premier, deuxième, troisième cycles jusqu'à la 13ème année, pour éviter que les jeunes ne quittent le village dans le but d'aller chercher l'instruction dans un autre village. Le Pouvoir central serait alors invité, à son tour par le Parti, à former les enseignants en vue de satisfaire les besoins formulés par les P.R.L. Mais, est-ce qu'au niveau de chaque quartier d'une ville comme Conakry, l'on doit envisager que chaque P.R.L. ait un C.E.R. de 1er, 2è et 3è Cycles ? Voilà une série de questions à résoudre.

On demande à chaque village d'avoir un verger. La « Loi-Fria » que vous venez d'approuver, comporte la création, par P.R.L., d'un verger. Il ne suffit pas de prendre une décision, si juste soit-elle ; il faut en même temps créer les conditions de son application. Quand les conditions objectives ne sont pas créées, la loi perd de sa justesse et de son opportunité ; elle est approuvée théoriquement, mais elle ne se transforme pas en élément d'équilibre ou de progrès social pour le pays. C'est pourquoi l'une des disposi-



Moussa CISSE
Maire Adjoint
PRL Mamayimbé Camara



Hamidou TRAORE
Maire PRL Badara Bangoura

tions de la Loi-Fria que le C.N.R. aura à discuter, comporte la nécessité, pour chaque P.R.L. de créer un verger. Cela est fort juste pour chaque village ; mieux, au lieu d'un verger, le village pourra, demain, en avoir deux, trois, quatre cinq et même davantage. La terre est là, disponible, et on peut faire autant de plantations que le permettront les capacités des villageois. Mais, pour les P.R.L. urbains, peut-on appliquer aujourd'hui cette décision, à savoir que chaque P.R.L. de Conakry soit pourvu d'un verger ? Nous ne le pensons pas non plus. Cela veut dire qu'il y a des différences entre les réalités objectives des villages et celles des P.R.L. urbains. Créer une école villageoise répond aux normes classiques pour la construction d'un C.E.R., pourvu que le bâtiment ait, comme le demande le Parti, une infrastructure solide ; mais construire un bâtiment dans une ville telle que Conakry, ne se résoud pas seulement en la simple solidité ; il faut aussi répondre aux critères définis par le plan d'urbanisme ; et les exigences sont, dans ce cas, plus fortes que celles imposées à l'infrastructure villageoise.

Ainsi, nous disons qu'il est difficile de doter chaque P.R.L. de Conakry d'un verger. Si un P.R.L. veut se livrer à une telle activité, il faudra bien qu'il sorte même de la région de Conakry, comme l'ont déjà signalé certains P.R.L. dont les unités agricoles se situent jusque dans la Région de Forécariah. Et c'est pourquoi ces P.R.L. posent le problème de transport ; mais si, quelques P.R.L. peuvent peut-être résoudre ces problèmes, nous ne pensons pas que ce soit le cas pour l'ensemble des P.R.L.

Une B.M.P. ou B.A.P. par P.R.L. telle est la décision fondamentale de la Révolution. Il est difficile pour les P.R.L. urbains de disposer de brigades mécanisées ou de brigades attelées et c'est pourquoi, on a prévu pour Conakry une brigade de pêche maritime par P.R.L. ! Mais les problèmes vont se poser également à ce niveau là, quand il faudra que chaque P.R.L. veille sur le fonctionnement de sa brigade ou de ses brigades, qu'il résolve périodiquement les problèmes d'achat de filets et d'autres objets ou articles ; eh, bien, on constatera alors tous les inconvénients. Il ne s'agit pas de voir les avantages au bout d'une action donnée, il faut aussi savoir se préparer pour faire face aux exigences de l'action, pour que le contrôle soit plus facile.

Quant à la brigade maraîchère, chaque P.R.L. doit en avoir actuellement une; il serait difficile pour les 142 P.R.L. de Conakry de disposer de 142 unités maraîchères viables.

Pour le terrain de sport, il faut, pour tous les P.R.L. villageois, au moins une équipe sportive par discipline, et disposant chacune d'un terrain approprié. Dans les centres urbains, cela est un peu plus difficile.

Il faut un C.E.R. de premier, deuxième, troisième cycles dans les villages et ceci est possible; si le C.E.R. n'a que 6 classes cette année, on construit pour la prochaine rentrée la 7^e et le logement du maître, ainsi de suite jusqu'à la 13^e. Chaque année, dans le programme de construction du P.R.L. rural, il est prévu la classe nouvelle qui doit être apprêtée avant la prochaine rentrée scolaire; le terrain ne manque pas; mais dans les centres urbains comme Conakry, c'est un peu difficile.

Il faut à chaque P.R.L. un marché public où seront exposés les produits marchands. Pour Conakry, il est difficile de créer au niveau de chacun des 142 PRL un marché public, car si le village est une unité sociale et économique, le PRL de Conakry n'est ni une unité sociale, ni une unité économique.

Si d'autre part, chaque PRL villageois; conformément à la décision du Parti, doit créer obligatoirement un magasin de stockage des produits agricoles et une boutique de vente des marchandises d'importation, il est difficile qu'à Conakry, cette décision soit appliquée au niveau de chaque PRL.

Voilà donc les problèmes qui avaient été perçus, qui ont été par anticipation soumis à votre réflexion. L'erreur a été de les poser peut-être trop tôt et c'est pourquoi l'Assemblée n'en avait pas été d'accord avec les solutions préconisées alors. Vous pourrez encore relire l'intervention qui a été publiée par Horoya, tel que nous venons de le résumer avec les problèmes concrets et recommandant une structure adaptée aux nécessités de Conakry, toutes différentes des exigences des P.R.L. ruraux. Mais, à l'époque, nous avons personnellement compris le réflexe des camarades maires, ils disaient: « ah, on vient de nous élire maires avec de hautes attributions précises, et voilà que le Secrétaire



Ibrahim BARRY
Maire Adjoint
PRL Fodé Kotigui Traoré



El Hadj Ibrahim PAI
Maire PRL Boubacar Conté

Général du Parti voudrait peut-être nous priver de certaines d'entre elles». Leur réflexe naturel était de dire: « non, nous préférons assumer toutes les responsabilités ». Mais en présentant la nouvelle structure, nous-mêmes avons commis une erreur, puisque nous étions libres, avant les élections, de présenter un texte spécial pour Conakry. Au lieu de cela, nous avons plutôt systématisé la création des P.R.L. dans les villes comme dans les villages, avec les mêmes attributions etc. C'est après seulement que nous avons voulu faire une différence entre les P.R.L. ruraux et urbains. Donc, la réaction des camarades maires était justifiée à la suite de cette erreur de la Direction nationale du Parti, surtout qu'il était dit: « les maires seraient élus au niveau des seuls arrondissements tandis que les Présidents des P.R.L. seraient des maires adjoints »; tout cela heurtait quelque peu la fierté du maire qui venait d'être élu par son P.R.L. comme tel.

Mais, aujourd'hui, nous reposons le problème parce que les exigences sont devenues concrètes; et devant les réalités contraignantes, on ne peut plus fermer les yeux: Certains les avaient perçues à l'avance et avaient voulu, par anticipation, les résoudre. Maintenant les problèmes se posent dans leur acuité, nous les voyons tous, nous devons pouvoir les résoudre. Nous ne ferons pas de propositions définitives dès maintenant, mais certaines suggestions vous permettront vous-mêmes, de vous livrer à une réflexion plus mûre, ce qui nous permettra par la suite d'aboutir à des solutions plus justes. Ces suggestions sont les suivantes:

LA SINGULARITE DES VILLES

Une commission mixte inter-fédérale doit être constituée pour réétudier, à partir des textes existant, la possibilité de confier à l'échelon Arrondissement, certaines tâches précises, les autres restant toujours au niveau des P.R.L. C'est une répartition des tâches entre l'échelon Arrondissement et l'échelon P.R.L.

Vous voyez la singularité des villes: dans les régions de l'intérieur, les P.R.L. ont tous les pouvoirs; les Comités Directeurs n'ont presque plus de rôle à jouer sinon l'animation et le contrôle. C'est cette situation qui a d'ailleurs

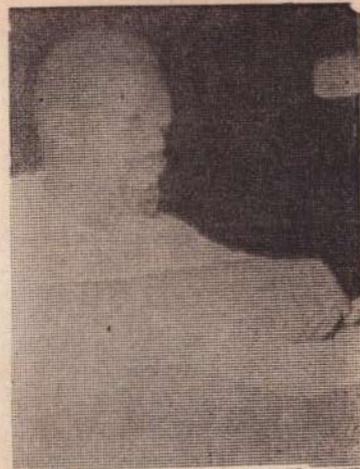
11-17 juillet 1976 = 21

poussé beaucoup de cadres de Sections à se faire directement élire au niveau des P.R.L. pour continuer à être des éléments actifs. Mais, à l'intérieur, les Comités Directeurs sont éloignés des P.R.L., à l'exception des P.R.L. du chef-lieu. Alors qu'à Conakry, nous vivons tous en ville, nous sommes ensemble, on ne fait pas des km d'un P.R.L. au chef-lieu de la Section; c'est pourquoi la disponibilité des cadres valables, ceux composant les actuels Comités Directeurs des 9 Sections de Conakry, nous permet de faire une répartition rationnelle des tâches et de mettre à contribution les compétences de tous les cadres. Nous ne faisons, pour le moment, aucune suggestion, c'est une commission inter-fédérale qui devra étudier et faire à la conférence les propositions et recommandations qu'elle aura retenues.

Toutefois étant donné que l'enseignement du 1er cycle relève du P.R.L., le 2è cycle de l'Arrondissement, le 3è cycle de la Région, décision actuellement en vigueur, nous devons préciser que le premier et le 2è cycles relèveront de l'Arrondissement pour doter l'Arrondissement d'infrastructures dignes de ce nom. Ainsi, tel P.R.L. peut avoir les moyens - nous l'avons vu avec le PRL BOIRO dont la gestion est une des meilleures parce que ses frais de gestion sont presque nuls, et il a, en outre, 1 400 000 sylis de bénéfice - quand on dira au P.R.L. BOIRO de construire un collège, il pourra le faire; tel n'est pas le cas des autres P.R.L. Donc, on peut dire que l'enseignement, à Conakry, relèverait désormais de la Section, c'est-à-dire du commandant d'Arrondissement. **Ne voyez pas un commandant désigné, voyez plutôt la structure.** Cela permet aux autorités de l'Arrondissement, à partir du recensement de la population juvénile, de savoir qu'il faut nécessairement tant de classes de premier cycle, tant de classes de deuxième cycle, tant de classes de troisième cycle, et de planifier les constructions en hauteur pour accueillir tous les jeunes devant être scolarisés. Une politique scolaire peut être menée plus correctement au niveau de l'Arrondissement qu'au niveau de chaque P.R.L.

Ensuite, il faut que chaque Arrondissement ait obligatoirement un terrain de sport. Si nous devons le faire à ce niveau pour le développement sportif en Guinée, au niveau du P.R.L., cela ne serait pas possible. Que chaque Arrondissement ait ses équipes sportives de toutes disciplines, c'est également possible et cela devient une obligation militante pour les Arrondissements à Conakry.

Que chaque Arrondissement ait un marché public, de grands magasins dignes de ce nom, pour toutes les denrées



Boubacar DIOP
Maire Adjoint
PRL Kounadi Condé



M'Bemba CAMARA
Maire PRL Balla Kanté

alimentaires, pour la meilleure conservation des aliments, pour les marchandises d'importation voilà qui est possible également. Et c'est auprès de ces magasins que les services locaux des P.R.L. viendraient, selon leurs besoins, prendre seulement les quantités nécessaires et livrables immédiatement. Ainsi, les P.R.L. ne s'encombreraient plus de stocks de marchandises ou de denrées périssables; les grands magasins pourraient être construits dans les Arrondissements et offrir des conditions permettant la meilleure conservation et des produits et des marchandises livrés par les sociétés nationales. Ainsi, la gestion commerciale accusera un montant plus élevé de bénéfices parce que les charges seront réduites. Ce qu'il faut garantir aux P.R.L., c'est que tous les bénéfices résultant du commerce, soient la propriété des P.R.L. Mais, il ne faut pas dire à chaque P.R.L. de faire de grosses dépenses dans le seul but d'avoir à mieux conserver les produits ou les marchandises. Demain, on va pouvoir livrer le lait à tous les P.R.L.; mais chaque P.R.L. ne pourra pas avoir une installation frigorifique, alors qu'on peut bien créer des chambres froides au niveau de chaque Arrondissement pour la meilleure conservation des produits laitiers.

Ainsi, la structure commerciale sera adaptée à la nécessité d'avoir à mieux conserver les marchandises et les produits. Ainsi, désormais, chaque Arrondissement aura sa boutique garnie de toutes sortes de marchandises; mais le magasin d'Arrondissement ne fera pas la vente, il présentera au public son contenu pour qu'on sache la réalité économique et commerciale de l'Arrondissement; ce sont les P.R.L. qui restent chargés d'enlever les articles et denrées destinés à la vente aux consommateurs.

En ce qui concerne le dispensaire-maternité, il en faut un dès maintenant par Arrondissement. Voyez-vous, à longueur de journées, l'hôpital Ignace Deen et l'hôpital Donka sont envahis par les malades pour n'importe quel petit mal: pour une petite blessure à laquelle un peu de mercurochrome et de bande suffisent, il faut parcourir cinq kilomètres pour rejoindre l'hôpital.

L'hôpital est fait pour les malades hospitalisés ou hospitalisables; ce sont les dispensaires qui doivent apporter leur assistance à tous les autres malades non hospitalisés. Nous pouvons donc arrêter une discipline tendant à doter systématiquement chaque Arrondissement d'un grand dispensaire avec maternité, cela est possible; en mettant en

commun leurs moyens, les P.R.L. arriveront à faire des dispensaires et maternités dignes de ce nom, par Arrondissement.

Ainsi, la commission inter-fédérale pourra étudier les dispositions ou les attributions actuelles des P.R.L. et dégager certaines tâches que l'on fera désormais assumer par les cadres au niveau de l'Arrondissement. Nous pensons que cela aiderait au développement rapide du Parti à CONAKRY et à la solution convenable qu'exigent les problèmes posés à la ville de CONAKRY. Vous l'avez vu aux P.R.L. en action : *ici, on plante des citronniers, là, des orangers, plus loin, des avocats etc...* Il n'y a aucune politique d'ensemble ; il faut par Arrondissement, une politique d'ensemble. La voirie au niveau de l'Arrondissement, cela est possible.

Donc, lorsque la commission inter-fédérale aura terminé ses études, elle présentera un projet de recommandations à l'actuelle session. Nous pensons, de toutes les manières, que si nous voulons progresser en répondant à l'appel du Parti pour un progrès social vigoureux tout en respectant l'économie des moyens, nous sommes obligés, pour un certain nombre de tâches, de procéder à cette décentralisation : que les P.R.L. aient telles et telles tâches à accomplir ; que les Arrondissements aient telles et telles autres tâches à accomplir. C'est seulement après, que le Comité Central étudiera les modalités de libération des bénéfices réalisés par les PRL, lesquels doivent être affectés à des tâches d'intérêt populaire.

Nous avons dit la dernière fois que pour réaliser un programme d'équipement des P.R.L., il fallait laisser leurs bénéfices augmenter et empêcher en même temps, leur endettement auprès des sociétés nationales.

Mais avant de prendre des décisions dans un tel domaine, il y a lieu d'abord de savoir quel serait le champ d'action du P.R.L. à Conakry et celui de l'Arrondissement, nous pourrions dégager le pourcentage des bénéfices à verser au P.R.L. et à l'Arrondissement pour que l'un et l'autre soient à même d'exécuter les tâches prescrites par la Révolution.

PRET POUR LA REVOLUTOIN !

II. - DE LA MORALE POLITIQUE

Le porte parole du Comité Directeur du 5ème Arrondissement de Conakry II a posé un problème qui dépasse le cadre de cet Arrondissement. Il s'agit d'un problème général que la Révolution doit poser, en vue de lui rechercher une solution juste.

Il nous faut nécessairement clarifier la notion de propriété, l'analyser du point de vue de l'économie politique et du point de vue de la morale politique.

Par exemple, le boubou que nous portons nous appartient, en terme d'économie politique. Il nous appartient, puisque nous l'avons acheté avec de l'argent légitimement acquis. Nous sommes libre d'offrir cet argent aussi à un frère qui peut en avoir besoin. En morale politique, il n'est pas, cependant, exclusivement à nous, alors qu'en économie politique, il est bien à nous. C'est la notion que nous devons assimiler nécessairement.

La morale politique va au-delà du caractère légitime de propriété. Elle contient une notion de jugement de valeur sur l'usage que le propriétaire fait de l'objet de sa propriété. En économie politique, la légitimité de la propriété ne saurait être contestée par qui que ce soit. Ainsi, par exemple, notre argent nous appartient. Nous sommes libre de l'utiliser à l'achat d'un habit qui nous est nécessaire, à la construction d'une maison etc. etc...

L'économie politique nous permet, en même temps, d'utiliser le même argent à l'achat de Whisky, puisque cet argent est à nous. Nous sommes donc libre de l'utiliser, comme bon nous semble. Cet argent peut donc être utilisé aussi bien positivement que négativement. Nous sommes même libre de le jeter, car, il est à nous. Mais la morale politique nous interdit d'utiliser cette somme à l'achat de Whisky dont les préjudices sur notre comportement seraient graves. Nous ne pouvons également l'utiliser contre la liberté d'un homme ou d'un Peuple. Nous ne pouvons l'utiliser non plus pour nous vanter devant un frère pauvre, en disant : « je

suis riche, en voilà la preuve, et le mépriser ainsi dans sa pauvreté. La morale politique nous l'interdit.

C'est pourquoi, dans le domaine de la construction qui est aussi celui de l'utilisation des moyens financiers disponibles, au niveau des individus, l'économie politique autorise que nous puissions ouvrir un chantier. Nous achetons, par exemple, à BATIPORT, 50 tonnes de ciment, 2 tonnes de fer à béton. Nous commençons à faire une villa et nous arrêtons volontairement les travaux. Le chantier reste ainsi non terminé, durant une période d'un an, de 3 ans, de 4 ans, de 8 ans ou de 10 ans. En économie politique, les matériaux nous appartiennent toujours. Le chantier, fruit de notre labeur, est toujours à nous. *En morale politique, il a cessé d'être à nous, dès l'instant que son utilisation aura gêné le développement de la Nation, et paralysé la satisfaction des besoins d'autres citoyens.*

Exemple :

En 1976, il a été commandé 500 tracteurs devant participer à la campagne agricole, contribuant ainsi à l'augmentation quantitative de la production nationale. Voilà le but visé par le Peuple de Guinée en important les 500 tracteurs. Prenons le cas d'un riche citoyen. Il se rend à Agrima, tout de suite, et demande le prix d'un tracteur : on lui répond qu'il vaut 200 000 Syllis, et séance tenante, il paie les 500 tracteurs à la fois. Ils deviennent sa propriété. Cela fait, il les gare dans sa concession sans les faire travailler. En Economie politique, ce citoyen demeure toujours l'exclusif propriétaire des tracteurs. Mais *en morale politique, il va à l'encontre d'un principe fondamental, car son attitude ne doit jamais contredire l'objet visé.*

En effet, si le Gouvernement, au nom du Peuple, a importé des tracteurs, c'est bien en vue d'atteindre un but visé. Car les devises qui auraient pu servir à importer des livres, des vêtements, du matériel technique ou tous autres articles nécessaires au bien-être du Peuple, ont été utilisées en partie, pour l'importation des 500 tracteurs. Donc, c'est le Peuple à travers ses moyens en devises, qui les a importés, et s'il les a importés, c'est bien pour une raison bien précise.

Cette raison veut que l'utilisation des tracteurs permette à la Nation de se suffire, par l'augmentation quantitative de sa production. Oui ou non, cet homme est allé acheter les 400 tracteurs parcequ'il en a les moyens, pour les garer, sans les utiliser, aura porté atteinte à l'objectif visé par le Peuple ? Certes, il a acquis régulièrement ces tracteurs, mais il n'est pas le propriétaire exclusif, il est simplement fondé de pouvoir du Peuple, qui reste le vrai propriétaire, car, si le Peuple ne les avait pas importés, il n'aurait pas pu se les procurer. Le Peuple les a importés dans un but *bien déterminé, auquel lui aussi, devenant propriétaire d'un tracteur, est tenu de se soumettre.* Or, il refuse cette discipline et garde les tracteurs dans la cour de son domicile pendant un an, deux ans, sans les exploiter. Si le Peuple s'en rend compte, il a parfaitement le droit de sanctionner sévèrement cet homme qui l'aurait ainsi frustré d'une partie de son patrimoine, en immobilisant des moyens mécaniques dont l'utilisation aurait pu contribuer à accroître son bien-être. *Voilà la justice, dans le sens moral.* Il en est de même de cet autre homme qui a arrêté son chantier, après avoir acheté 50 tonnes de ciment, une tonne de fer à béton, pour construire une maison dont le projet de construction lui avait donné le droit d'achat de ces matériaux.

Deux cas peuvent se présenter : *Un premier cas* : Après avoir fait ses achats, il se trouve dans des circonstances inattendues indépendantes de sa volonté, qui ne lui permettent pas d'assumer la continuité des travaux, jusqu'à leur finition. Il aura été peut-être imprévoyant, ou il a dû subir quelques calamités, quelques épreuves. La cause du retard dans la finition des travaux est quand même explicable. Dans ce cas, la société, pour ne pas rester pénalisée à travers l'immobilisation stérile d'une partie de son patrimoine national, a le devoir impérieux de contribuer à la finition du chantier pour que *l'objectif visé, à savoir : augmenter le nombre de maisons, résoudre le problème de logements, puisse être atteint.*

Un deuxième autre cas : celui qui a ouvert le chantier a bien les moyens, mais se refuse à finir les travaux. Il y a là, acte de mauvaise volonté. Il a immobilisé 50 tonnes de

ciment qui auraient pu aider d'autres citoyens à construire des maisons. Malgré des conditions de « légalité parfaite », pendant un an, deux ans à 10 ans, l'attitude de cet homme constitue toujours un acte de mauvaise volonté. *La société a alors parfaitement le droit de terminer les travaux de la maison pour son compte et l'utiliser à son profit.* Bien sûr les gens qui sont égoïstes, foncièrement égoïstes, n'acceptent pas cette solution, car, *c'est une solution de haute justice.*

Mais voyez-vous, nous avons, à Conakry, des centaines et des centaines de chantiers semblables. Nous en connaissons personnellement ; certains, ouverts depuis plus de 20 ans, ne sont pas encore terminés. Nous les voyons toujours. Parfois-même, ceux qui ont ouvert les chantiers sont déjà morts et les enfants, voire les petits-enfants, n'ayant pas les moyens, se disent : « nous les laissons-là, et quand nous avons le temps, nous les terminerons ». Mais, en attendant, la société est pénalisée, car, *on ne fait pas cuire les jetons d'argent, ni les billets de banque* ; alors que les marchandises, elles sont consommables. Dès que le pouvoir de l'argent nous permettra de nous les procurer, il faudra alors que les marchandises répondent à leur but. Si l'on achète des ballots de tissus, c'est bien parce qu'on en a besoin. Autrement, on n'a pas le droit sous le simple prétexte d'avoir de l'argent, donc d'être riche, et de faire montre de son aissance d'acheter un millier de mètres de tissus pour le plaisir de les garder dans une maison, alors que d'autres en sont privés ; tout comme, on n'a pas le droit de permettre à des personnes de se procurer des milliers de tonnes de ciment et de les immobiliser 5 ans, 10 ans ou 20 ans, sans que cela puisse être utile à qui que ce soit, au sein de la société.

C'est pourquoi nous devons examiner, de très près, ce problème. *Chaque Comité Directeur doit établir la liste complète des chantiers ouverts et non terminés, en menant au niveau de chaque famille.* Deux cas peuvent alors se rencontrer :

Premièrement : la famille est à même, dans le délai imparti de trois mois, d'assurer la finition des travaux. Dans ce cas, le Comité Directeur prend l'engagement de

mettre à la disposition des familles intéressées, les quantités complémentaires de matériaux, en vue d'aider, partout, à la finition des chantiers ouverts, dans les plus brefs délais.

Deuxièmement : la famille n'est pas du tout à même d'assurer la finition des travaux ; et alors, elle laisse immédiatement le soin à la société, en l'occurrence à la Région de Conakry, d'assurer la finition du chantier. Cette intervention de la collectivité pourra s'effectuer dans le cadre de l'une des deux conventions suivantes :

1^o — Dans le cas où l'implantation de la concession se situe en plein centre de la ville, il est inutile d'en priver la famille, puisque d'autres maisons en dépendent. *A moins que la famille ne veuille, librement, aliéner sa propriété*, la région pourrait intervenir pour procéder à la finition et mettre en location le bâtiment jusqu'à épuisement des sommes d'argent avancées pour l'achèvement des travaux.

2^o — L'implantation du chantier est en dehors de la concession familiale dont elle est nettement distincte. Là également, la région évalue le coût de ce qui est déjà investi ; détermine la valeur actuelle du bâtiment, et en paie le montant au propriétaire. En contre-partie, les autorités régionales donnent la garantie au propriétaire qu'il lui sera accordé une autre parcelle appropriée, avec une autorisation de construire dès qu'elle en éprouvera le besoin.

Le chantier ainsi racheté, par le Budget de la Région, devient aussitôt une propriété collective. Et si le budget local ne veut pas ou n'est pas en mesure de faire ce travail, il sera confié à une société immobilière : le chantier sera alors vendu à la Société immobilière nationale qui l'incorporera à son capital immobilier et en versera le montant au budget local qui rentrera ainsi dans les fonds engagés par lui.

Voilà les proportions qui, si elles sont acceptées, d'abord dans la mentalité et ensuite dans le comportement, aboutiraient heureusement à l'augmentation du nombre de maisons à Conakry, surtout, en cette période de crise aiguë de logements pour les travailleurs et leurs familles.

PRET POUR LA REVOLUTION !

Faranah:

LA FACULTE D'AGRONOMIE

Une agglomération de 18 bâtiments dans un décor fait de verdure. 1441 étudiants dont 136 filles. C'est la Faculté d'Agronomie de Faranah dont la création en début de l'année universitaire 1975-1976 s'inscrit dans les préoccupations constantes du Parti-Etat, de former des cadres qualifiés pour dynamiser la production agro-pastorale. Il est 13 heures ce jour là. La chaleur s'est installée en maîtresse. Les étudiants, les uns de retour des plaines où la pratique productive les a occupés toute la matinée et les autres sortant des salles de classe après des heures fructueuses de cours théoriques, se reposent à l'ombre des cacias dont est habillée la vaste cours de l'établissement.

Conçues pour l'enseignement de masse, deux amphithéâtres d'une capacité de 500 étudiants chacune favorisent la rotation des cours théoriques. Quatre dortoirs d'une capacité de 600 lits entièrement équipés offrent aux étudiants internes un repos réparateur. Les dortoirs complémentaires sont en chantier et l'état d'avancement des travaux de construction a atteint un niveau satisfaisant. De classes nouvelles en chantier attendent de voir le jour dans un ave-

30 = Horoya N° 2229 = R.G.

nir imminent.

Aux heures bien remplies de classe où de pratique productive, succèdent les divertissements. C'est ainsi qu'une salle de spectacles d'une capacité de 1.500 places attend d'être dotée de l'équipement nécessaire pour un usage fructueux et que des terrains de sports avec un rudiment d'installations techniques appropriées offrent aux étudiants des heures de détente heureuses.

Il s'agit bien d'une création. Tout est donc en création. C'est ainsi que le manque de laboratoires et d'une bibliothèque, loin d'alarmer les étudiants, n'empêche aucunement pour le moment le fonctionnement normal des cours théoriques et pratiques. Les travaux de construction de ces édifices indispensables à un enseignement de qualité évoluent rapidement.

La pratique productive comporte six sections qui sont les suivantes :

- les cultures vivrières
- les cultures industrielles
- l'élevage
- la riziculture et l'aménagement
- la culture potagère et d'embellissement
- les arts et la culture (artisanat)

Chacune de ces sections fonctionne sous la responsabilité d'un ingénieur assisté d'un adjoint et de trois à quatre professeurs. Un système de rotation permet à tous les étudiants organisés en brigades de 20 d'évoluer respectivement dans chacune de ces sections au cours d'une année universitaire. Chaque section a un programme annuel de travail.

Une direction de la production coordonne les activités de toutes les sections ainsi créées.

Les possibilités présentes en bâtiments ne permettant pas à tous les étudiants de recevoir chacun un lit, 600 seulement des plus nécessaires sont internés. Il faut cependant reconnaître que le repas est assuré à la totalité des jeunes étudiants dans l'établissement où il leur est également distribué du savon de lessive.

La Faculté d'Agronomie de Faranah, une des illustrations de la liaison de l'école à la vie, autorise tous les espoirs quand on sait que le niveau idéologique atteint par les étudiants ne permet plus de poser le problème de la discipline. L'auto-discipline est une réalité dans cette faculté toute entière tendue vers le perfectionnement des méthodes de production agro-pastorale pour accroître les bases matérielles du bonheur populaire en République de Guinée et faire de la Révolution verte une réalité

Michel Blecko DORE

Conseil Supérieur de l'Education

« POUR L'HOMME, L'ECOLE DEMEURE LE MOYEN DE SA QUALIFICATION »

MISE AU POINT DU CHEF DE L'ETAT

Dimanche 20 juin, au Palais du Peuple, à Conakry, le Responsable Suprême de la Révolution, le Président Ahmed Seku Ture a solennellement clôturé les travaux du Conseil Supérieur de l'Education.

Cette haute instance de l'enseignement et de la culture a décidé de créer les meilleures conditions qui permettront au Peuple d'accéder à la formation universitaire.

Pour ce faire, tous les enfants guinéens devront recevoir et gratuitement une instruction jusqu'au niveau du baccalauréat.

Nous publions ci-dessous, les textes qui ont ponctué les travaux du Conseil Supérieur de l'Education, notamment, la mise au point et le discours de clôture du chef de l'Etat, ainsi que les décisions de la conférence.

UNIFORMISER NOS LANGUES

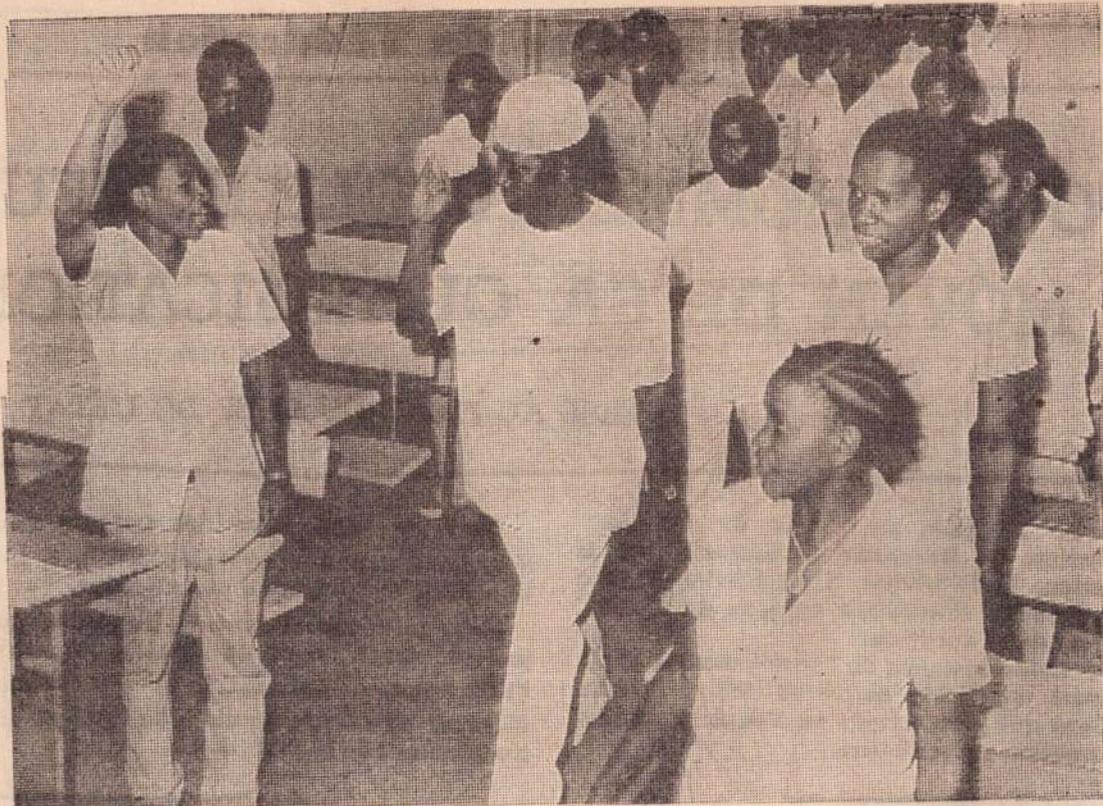
Nous devons expliciter certains problèmes. Nous venons d'être informé que sur 2 441 P.R.L., il y en a 440 n'ayant pas encore de C.E.R. Est-ce que nos besoins seront tous satisfaits si nous arrivons seulement à pourvoir en maîtres les C.E.R. existants et à créer de C.E.R. dans les P.R.L. qui n'en sont pas encore pourvus ?

Nous répondons, NON !

Pourquoi ?

Le taux de croissance démographique étant de 2,5 % l'an, et la population de notre pays de plus de cinq millions, l'effectif maximum des jeunes âgés de 7 à 12 ans devant entrer au 1er Cycle de l'enseignement, sera de 650 000.

Le problème de formation des maîtres se posera, chaque année, avec plus d'acuité que l'année précédente. Si nous devons retenir la formule actuelle, consistant, après la 12ème ou la 13ème, à assurer à des jeunes bacheliers deux années de formation dans une E.N.I. (Ecole Normale d'Ins-



Le Responsable Suprême de la Révolution dans une salle de classe de 3^e Cycle,

tituteurs); le budget ne pourra pas supporter à lui seul les frais de formation du nombre d'enseignants nécessaires à la satisfaction des besoins que nous venons de décrire. Nos capacités matérielles étant réduites, l'effectif des étudiants sera également réduit, d'année en année, par rapport à ce qu'il aurait dû être.

Comme nous l'avons décidé pour l'enseignement supérieur, en supprimant certains postes de dépenses budgétaires, nous pourrions assurer la formation des instituteurs par des professeurs qualifiés des C.E.R. du 3^e et du 4^e cycles en service dans les Régions; le régime d'externat des élèves-maîtres réduirait considérablement le coût financier de cette formation professionnelle et permettrait de former un grand nombre d'instituteurs du 1^{er} cycle.

La Direction Régionale de l'Éducation se qualifiant et perfectionnant son service pédagogique, il arrivera un moment, dans deux ou trois ans, où l'on pourra créer, dans chaque Région, une classe spécialisée de formation d'enseignants, recrutant annuellement un effectif de 20 ou 30,

correspondant aux besoins planifiés d'enseignants dans la même région. Les E.N.I. actuelles deviendraient des facultés du 4^e cycle. La formation des enseignants par les professeurs qualifiés des Facultés implantées dans les Régions résoudra, dans une large mesure, le problème de maîtres qualifiés.

Nous devons arriver à doter chaque Ministère du Développement Rural (M.D.R.) d'une E.N.I., la plupart des M.D.R. étant déjà dotés d'un C.E.R. du 4^e cycle.

Chaque groupe linguistique correspondra à une ou deux Ecoles Normales d'Instituteurs.

Nous devons constamment qualifier l'enseignement pour la formation des formateurs en langues nationales.

En plus des méthodes pédagogiques relevant de la science, toutes les matières principales seront enseignées, la spécialisation consistant à lier l'objet de la formation au sujet. Prenons le cas de l'E.N.I. de Pita: l'enseignement du Pular y sera donné d'une façon sélective, pour que ceux qui sortent de cette Ecole puissent dispenser l'enseignement en Pular dans les C.E.R. de la Moyenne Guinée. A Kankan, à prédominance Maninka, il y aura la partie spécialisation liant la formation pédagogique du futur instituteur à l'objet de son travail. Et puisque le Maninka peut être du programme de Kankan, ceux qui devront enseigner en Maninka sortiront de l'E.N.I. de Kankan et ainsi de suite. C'est pourquoi nous ne commencerons pas à la base, c'est-à-dire par la Région où les langues sont parfois très nombreuses avec des nuances quelque peu déroutantes. **Il est mieux de prendre les groupes linguistiques, tels qu'ils sont, de normaliser les concepts et les formes d'expression,** puisque nous n'allons pas nous arrêter là. **Ce que notre génération n'a pas le courage de faire, nos fils le feront. Ils aboutiront à l'élaboration d'une langue de notre Peuple par l'uniformisation de nos différentes langues.** Cela n'arrivera peut-être pas avant longtemps. Mais l'intelligence doit nous permettre de le savoir dès maintenant. Ce sont là des nécessités historiques!

C'est pourquoi, il faut léguer aux générations montantes un héritage susceptible de faciliter leur tâche d'élaboration de la culture moderne à laquelle notre Peuple devra accéder demain.

Nous valoriserons quant à nous, ce qui existe. Nous nous mettrons à jour, en faisant l'inventaire de tout l'héritage culturel. A partir de cet héritage, nos fils perfectionneront alors nos formes d'expression et recourront à des règles nouvelles qui perfectionneront les formes d'expression du Peuple de Guinée. Avec l'institution et le développement de la démocratie populaire dans le pays; **avec l'unité politique du Peuple, les formes d'expression vont s'unifier.** Nul doute, qu'il y aura interdépendance entre nos différentes langues nationales, et ce qui apparaît comme une diversité aujourd'hui, ne serait demain, qu'un facteur d'enrichissement.

La diversité ne compromettra pas l'unité quand la volonté consciente du Peuple la voudra.

Nous commencerons la formation des Enseignants de langues nationales dans les E.N.I. existantes pour uniformiser la formation d'instituteurs dans le cadre d'un même groupe linguistique.

ADAPTER LES PROGRAMMES

Toutes les matières recouvrant des lois fondamentales qui relèvent de la connaissance scientifique seront enseignées, sans qu'il soit tenu compte des facteurs géographique et social.

Pour bien perfectionner l'outil, on est obligé de spécialiser des groupes d'élèves dans telle ou telle branche. Mais, pour enseigner, il faut savoir transmettre le savoir et le savoir-faire. Ainsi, les formes de transmission, le contenu du langage, seront enseignés dans une même Ecole spécialisée, pour que ceux qui bénéficieront du même enseignement aient la même attitude, face aux jeunes à former. C'est comme l'Ecole de la Santé. Puisqu'on enseigne maintenant toutes les sciences fondamentales, on peut qualifier l'enseignement dans les C.E.R. pour qu'à partir de la 10^e, les jeunes aient une formation suffisante pour pouvoir accéder plus facilement à la profession d'infirmier, de laborantin ou de sage-femme. Mais pour atteindre cet objectif, il doit apprendre la pratique médico-sanitaire dès l'école de la santé. Il n'y va plus pour apprendre les sciences fondamentales, mais pour apprendre la pratique médicale.

On ne peut pas dire, raisonnablement, qu'on ne peut accéder à la biologie, à la chimie, qu'en allant à la seule école de la Santé. Non !

Donc, dans tous nos C.E.R. de 3^e cycle, on doit dispenser le programme de formation générale, actuellement dispensé à l'école de la Santé, ce qui raccourcit le temps, et les jeunes,

orientés à l'école de la Santé, directement, ne feront plus que la pratique et une simple révision des matières théoriques. Si nous voulons que, la formation des sages-femmes, à l'école de la Santé n'exige qu'une seule année, nous devons adapter à cet impératif le programme de formation théorique dans nos C.E.R. Si nous voulons former des instituteurs, dans les C.E.R. 2^e et 3^e cycles, nous incluons le profil « Education » au programme d'enseignement de ces C.E.R. Ainsi, nous ferons dispenser aux élèves du profil « Education » toutes les matières. En effet, il nous faut déplorer la pratique actuelle qui fait que l'Etat attend toujours que les jeunes soient admis ou échouent à l'examen du bac pour faire appel à eux, pour en faire des enseignants or la vocation professionnelle ne vient pas qu'à 19 ans ! d'une manière spontanée — cette vocation doit se forger, lentement, patiemment et ce, bien plus tôt et le plus tôt possible est toujours meilleur. L'impératif de la planification de toutes nos activités nous fait obligation de définir les profils scolaires en fonction des besoins nationaux en travailleurs et cadres de diverses spécialités. Ainsi à chaque domaine économique, à chaque secteur social doit correspondre nécessairement des professions spécifiques vers lesquelles doivent être orientés des jeunes pour une formation adéquate. Ainsi une harmonie sera créée entre les emplois à créer et les travailleurs devant exercer et ce, dans le temps.

L'école ne doit plus être détachée de son objet. En posant aujourd'hui la question aux jeunes : « qu'est-ce que vous allez devenir ? » Aucun d'eux ne peut répondre. A la deuxième question : « qu'est-ce que vous voulez devenir ? » Chacun a déjà un choix précis. Mais personne n'a l'assurance de répondre à la question de savoir ce qu'il va devenir. Si les dates de 5 concours différents étaient échelonnées, des candidats passeraient les 5 concours à la recherche d'un métier. C'est l'indication, la preuve que nous n'avons pas encore réussi. Bien sûr, nous avons réussi par rapport à ce qu'était l'école coloniale mais nous n'avons pas encore réussi par rapport aux exigences de notre développement. Il faut en être conscient.

Nous devons multiplier le nombre de profils dès le 3^e cycle : le profil particularise l'enseignement. Les élèves suivant une formation générale, dans un cadre général, sans profils, font de la théorie pure. Cette formation polyvalente les conduit plus tard à tenter leur chance, çà et là, au gré des événements et des possibilités offertes. Ne sachant donc quel métier exercer demain, ils se forment théoriquement et sans orientation précise.



Le Responsable Suprême de la Révolution s'entretenant avec un membre du C.A. d'une Ecole Professionnelle de la Capitale.

Quelle est l'une des raisons du succès de la Révolution chinoise ? Le jeune est orienté dès la 7^{ème}. Il commence à être apprenti menuisier, mécanicien ou élève infirmier. C'est parallèlement à sa formation professionnelle, qu'il acquiert la formation théorique correspondante. Puisque le but est fixé, le travailleur devient un moyen pour lui-même et pour la société, car sans l'homme, le travail ne peut être exécuté. **L'homme devient moyen, mais le but fixé, auquel il se soumet, est la fin. L'homme est à la fois sujet et objet du travail.**

On peut se poser la question de savoir si nous ne pouvons pas créer des profils scolaires qui correspondent effectivement aux réalités guinéennes. Ainsi, au fur et à mesure que celles-ci se modifieront, au fur et à mesure l'école s'adaptera à la vie et aux nécessités qu'elle dicte. **C'est un pas que nous devons pouvoir faire.**

TRANSFORMATION PARTIELLE DE LA SOCIÉTÉ PAR LES CITES

Au moment de l'institution des cités socialistes on ne pouvait pas rendre très claire la véritable motivation de

leur implantation et la tactique appliquée. Maintenant que nous avons organisé les P.R.L., nous pouvons le faire : les cités socialistes n'étaient qu'une démarche en vue de la transformation qualitative de la Société.

La cité socialiste était considérée comme un contenu dynamique de la Société de demain, et dont l'élargissement, d'année en année, finirait par influencer et absorber dans 10 à 20 ans, toute la Société qui se trouverait alors transformée. A l'époque, si l'on disait à nos parents qu'on adopterait « le socialisme », en raison de la propagande menée contre le socialisme, beaucoup s'y seraient instinctivement opposés.

Nous savons qu'il y a deux manières de transformer la Société :

1^o) — **La manière globale** : c'est de changer tous les hommes. Il faut donc les conditionner en les plaçant dans un processus de changement quantitatif jusqu'à la transformation qualitative. **Personne ne connaît la durée d'un tel processus qui est fonction de l'intensité du conditionnement socio-culturel.**

2^o) — **La manière partielle** : c'est de prendre en main immédiatement les jeunes générations qui n'opposent généralement aucune force de résistance à l'option socialiste. Ces jeunes n'ont pas encore contracté de mauvaises habitudes. Ils ne sont ni capitalistes, ni impérialistes, ni féodaux dans leur mentalité. Tous les jeunes doivent être organisés et éduqués idéologiquement. Ils seront formés pour la Société socialiste dont le mode de production et le mode de vie sont qualitativement, différents de l'actuel mode de production en cours en Guinée.

La qualification du mode de production et des rapports de production qui existent était le but essentiel de l'implantation des cités socialistes projetée par le Parti qui ordonnait la formation de groupes de jeunes en coopératives socialistes de production agro-pastorale.

Nous avons envisagé d'introduire des moyens modernes de production pour que le niveau de production de ces jeunes puisse leur procurer un niveau de vie meilleur, supérieur à celui du travailleur isolé. D'année en année, c'est une deuxième, une troisième, une quatrième, une cinquième promotion qui sortirait. A un moment donné, voilà une coopérative villageoise de 500 à 800 membres. Les jeunes filles et les garçons se marient entre eux ; ils font des enfants qu'ils éduquent à leur tour.

A travers le temps, la Cité qui n'était qu'un quartier de l'ancien village finirait par influencer considérablement la vie dans le village. Face au mode de production ancien à contester et aux rapports inégaux au sein de l'actuelle société, on ferait appel aux jeunes générations, et comme les membres coopérés seraient idéologiquement formés, le choix de futurs cadres des P.R.L. deviendrait de plus en plus aisé.

C'est pourquoi, nous commençons à qualifier les critères d'éligibilité des cadres des P.R.L., pour qu'en tout état de cause, ce soit des militants sûrs et capables qui aient à diriger les P.R.L. **C'est le rôle d'orientation que joue l'Etat à travers ses réglementations ; il doit trouver les solutions justes aux problèmes posés et concernant l'équilibre du Peuple.** C'est pour accélérer l'avènement de la société nouvelle que les Jeunes doivent nécessairement s'emparer des P.R.L. qui, désormais, constituent tout à la fois le centre et le moyen privilégié pour l'exercice des pouvoirs politique, économique et culturel dans les villages, afin que dans 5 à 7 ans, puissent radicalement changer et le mode de production et les rapports de production au niveau de chaque village. **C'était la solution partielle : on part d'un petit groupe social qu'on privilégie par une culture appropriée, par des moyens de production et par l'assistance permanente de l'Etat.** L'Etat lui donne des moyens décisifs, avec l'idée, qu'il doit influencer et absorber l'ancien système. Cette démarche répond à une tactique donnée de la lutte de classes. **Il ne faut pas attendre que le jeune devienne demain un capitaliste pour combattre son comportement.** Ne pas attendre qu'il soit féodal pour que la société le dénonce. Il faut le prendre en main, l'éduquer et le former, le rendre capable de décision et d'action.

Ainsi, les jeunes accéderont à un nouveau système de vie, qui soit la traduction de l'option socialiste, faite par le Peuple, en marche vers un plus grand progrès démocratique et social.

LE P.R.L. ET LA SOLUTION GLOBALE

L'institution du P.R.L. a été la solution. Elle n'a pas été une solution au développement révolutionnaire du Peuple, mais la solution. Le Parti a accéléré sa marche vers le progrès en instituant le P.R.L.. Au lieu de peser sur un petit groupe de jeunes militants dont l'influence sociale ne serait pas décisive, on attendrait 5 à 10 ans pour que, devenant des hommes majeurs, ils traduisent, au sein de la société villageoise, leurs acquis.

Au lieu de procéder ainsi partiellement, on prend tout le village en main et on donne tout le pouvoir au P.R.L. instauré : pouvoirs politique, législatif, administratif, économique. **Le P.R.L., ce n'est pas seulement un cadre posé ; la technique de la Révolution donne à ce cadre un contenu dynamique, mobilisateur et opérationnel.**

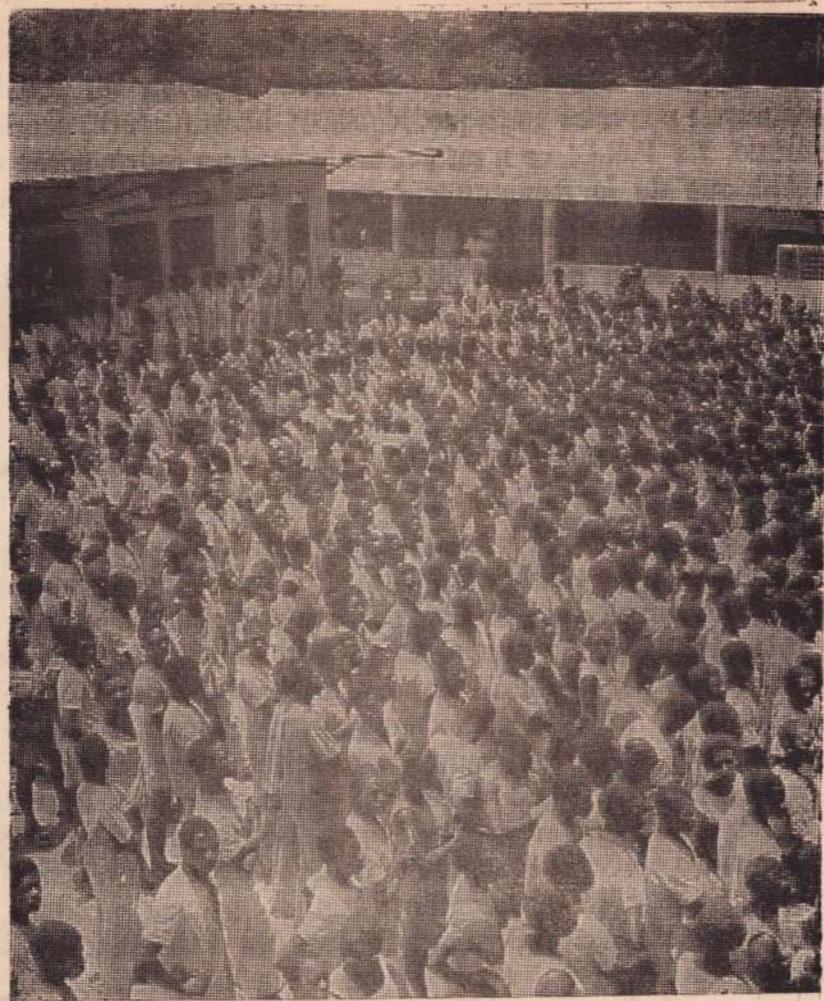
C'est ainsi qu'on a pu supprimer le commerce privé. Quel est le pays africain, asiatique ou européen qui, en un seul jour, soit capable de prendre une loi pour bannir « toutes transactions commerciales de caractère privé » ? Y en a-t-il ? **La suppression du commerce privé est apparue en République de Guinée, en 1975, comme une solution normale.**

Tout dépend de la méthode qui caractérise une action. Si nous avons rendu clair l'objectif que cette technique visait, les forces de résistance économique-sociales se seraient renforcées. L'action de socialisation du secteur commercial a été menée par le Parti avec suffisamment d'efficacité. L'on a sensibilisé tout le Peuple sur le comportement nocif des trafiquants. Tous les jours, on a expliqué les méfaits du trafic, et tout le monde a fini par comprendre, que le trafic était un phénomène anti-national. Le Peuple laborieux, victime du trafic, s'est donc demandé : « pourquoi ne pas diriger soi-même la commercialisation de ses produits ? Pourquoi ne pas directement gérer les marchandises et les articles importés, au lieu de passer par des intermédiaires qui ont des profits fabuleux » ?

A ces questions légitimes, le Parti-Etat réservera des réponses également justes.

Le P.R.L. dispose ainsi du pouvoir économique avec ses attributions commerciales.

Le 5 juillet 1976, les P.R.L. de Conakry présenteront le bilan de leur gestion commerciale. Nous sommes sûrs que le montant global des bénéfices nets réalisés par les P.R.L. de Conakry dépassera le chiffre de 150 millions de sylis. Deux cents millions de Sylis de bénéfices nets au profit du Peuple libéré du trafic, cela correspond à une véritable mutation du négatif au positif. Si cette mutation qualitative n'avait pas eu lieu, le Peuple aurait perdu ainsi un milliard et demi de francs qui entreraient dans le coffre des trafiquants. Le Peuple qui en est l'exclusif propriétaire utiliserait librement cette somme pour faire des écoles, des dispensaires, des mosquées, des Permanences du Parti, embellir ses quartiers, répondre enfin à telle ou telle nécessité d'ordre général.



Faire du Peuple, un Peuple ingénieur

A la place donc de la Cité Socialiste qui ne prévoyait qu'un petit groupe de jeunes à former, nous avons doté le Peuple d'un cadre nouveau, d'une institution nouvelle, le P.R.L., tout dynamiquement orienté vers une transformation radicale du mode de production et des rapports de production. C'est certain que si cette expérience continue dans 7 à 10 ans, la Révolution aura sérieusement consolidé ses bases matérielles. Et quand nous disons : « **créons au niveau des régions certaines réalités** », c'est parce que demain, les P.R.L. vont disposer de puissants moyens pour substituer aux salles de classes provisoires des constructions modernes. Dans deux ou trois ans, les P.R.L. de Conakry pourront faire des constructions scolaires en hauteur, à partir de leurs propres fonds.

C'est parce que le P.R.L. a désormais un contenu dynamique que le Peuple a pris conscience de ses capacités pratiques. Il sait qu'il est désormais responsable de son devenir; ses moyens qui s'accroissent lui serviront à réaliser les tâches liées à son bonheur.

Nous disons donc, plus que jamais, qu'il y a nécessité d'étudier les réalités actuelles et futures de notre Société, qui est en transformation continue, pour adapter l'école à la vie. Cette adaptation n'est jamais une fois pour toutes. Il en est de même de l'équilibre de l'individu. Cette adaptation, c'est l'harmonie entre l'objet et le moyen : l'objet qui vise le bonheur du Peuple et le moyen qui est l'homme. C'est pourquoi, l'homme a besoin de la connaissance, de la santé, de la capacité. Ainsi pour l'homme, l'école demeure le moyen pour sa qualification.

UNE ORIENTATION CLAIRE VERS DES OBJECTIFS PRECIS

Ceci étant, cet homme là, qu'est-ce qu'il doit être ? Il faut qu'il le sache le plus tôt possible, au moins à la fin du 2ème Cycle, il doit le savoir. **Mais si nous laissons le jeune s'orienter, comme il le veut, nous ne fixerons personne dans le cadre particulier d'une profession.** L'évolution peut alors s'effectuer selon le bon vouloir de chaque individu. Or, la Révolution ne s'accomplit pas selon le bon vouloir des individus.

La Révolution postule le changement qualitatif qui obéit à la dialectique du « général au particulier ». Le cadre d'évolution étant clairement choisi pour la Guinée de demain, avec des idées précises de l'homme guinéen de demain, du niveau de ses capacités et de la nature de son comportement, **le bonheur de la GUINEE de demain part, de ce fait, du général vers le particulier.** Une telle conception transforme immédiatement chaque individu en être social, en un chaînon consciemment lié à la grande chaîne que constitue le Peuple. Dans ce cas, il y a une orientation claire qui aboutit à des objectifs précis.

Il n'y a pas de Révolution sans orientation fixe, déterminée en fonction du bonheur du Peuple concerné.

Si nous avons nécessairement besoin d'un nombre donné de Professeurs, d'Ingénieurs, de Médecins, d'Agronomes, de Vétérinaires, d'Ouvriers qualifiés, de Comptables, nous sommes obligés de faire l'inventaire de nos moyens actuels, de nos capacités effectives et de nos possibilités potentielles. **Nous sommes obligés d'orienter la formation professionnelle**

des hommes pour satisfaire chacun des besoins de la Nation en travailleurs et cadres.

Mais actuellement, il s'agit bien de l'évolution et non de la Révolution.

Tout élève aspire à entrer à l'Institut Polytechnique. Allez demander même dans une classe de première année : quels sont les élèves qui veulent continuer les études jusqu'au doctorat, ils lèveront tous la main. A la deuxième question : « Qu'est-ce que vous pratiquerez comme métier » ?

Personne ne répondra avec certitude. Mais qu'est-ce que vous voulez, chacun répondra selon son vœu. Cela, c'est l'évolution individualiste, la civilisation d'élite ! **La Révolution exigeant l'auto-contestation**, nous avons le devoir de minimiser nos acquis, de mettre en cause nos capacités, en mettant en relief nos insuffisances et nos défauts, pour affronter plus résolument les réalités de la vie et les maîtriser.

Si nous voulons que notre Peuple maîtrise son histoire, chaque jour, nous devons nous dire les vérités crues ! Et pour l'école guinéenne, c'est ici, au sein du Conseil Supérieur de l'Éducation, que nous devons dire les insuffisances, toutes les insuffisances. C'est bien vrai que l'École Guinéenne s'est qualifiée par rapport à la plupart des systèmes scolaires en Afrique ? Nous ne devons pas oublier qu'en Guinée, il y a le Parti-Etat ; les autres pays africains ne sont pas à ce niveau. Nous sommes un Peuple responsable, disposant d'un Régime Populaire et Révolutionnaire. Nous ne pouvons pas nous comparer aux Etats néo-colonisés. Nous n'avons comme élément de référence que les aspirations progressistes de notre Peuple et que traduit sa volonté résolue d'aller de l'avant.

Nous devons constamment qualifier notre Ecole. Tous les jours il y a des déplacements inutiles imposés aux jeunes élèves et étudiants.

Étudions les potentialités de chaque M.D.R., de chaque région et de chaque village, afin de savoir comment les exploiter, aux différents échelons, pour que notre Peuple ait une économie apte à supporter toutes les charges sociales inhérentes à ses options d'indépendance réelle et de progrès transcroissant.

Donc, si c'est le travail qui doit permettre cette valorisation des richesses naturelles de la Guinée, **le travail**

correct suppose la qualification du travailleur dans sa mentalité, dans ses capacités intellectuelles, techniques et technologiques.

Vous avez dit, dans le rapport, que « la pratique productive se qualifie au niveau des C.E.R. ». C'est vrai. Cela veut dire qu'on a dépassé et réduit désormais la force de résistance qu'opposaient auparavant les jeunes à tout travail manuel ; mais nous avons encore beaucoup à faire ! Si la résistance au travail manuel est brisée, il faut maintenant qualifier l'acte de production. **Mais jusqu'à présent, dans la pensée des élèves, ils vont à l'école pour se qualifier en tant qu'hommes, par la possession d'un diplôme correspondant à une hiérarchie de la Fonction publique.**

Chacun d'eux est fier d'obtenir le brevet, le baccalauréat, la licence, le doctorat ou l'agrégation, convaincu que ce parchemin consacre le niveau de sa place dans la société. Jusqu'à présent, les jeunes se déterminent les uns par rapport aux autres, à partir de ce critère théorique que représente tout diplôme. Donc, nous devons considérer que nous avons des efforts à faire ; d'abord sur nous-mêmes pour détruire en nous cette mentalité, et sur les générations montantes, pour les mettre à l'abri de cette mentalité. Si nous ne pouvons pas être parfaits, au moins notre désir, notre ambition doit être de rendre tout de même parfait le Peuple de Guinée à travers ses générations montantes dont nous avons la charge actuelle d'éducation.

L'école ne doit donc plus apparaître seulement comme la machine qui vous dispense l'instruction, mais comme un centre d'éclosion, de développement des capacités, de toutes les capacités de l'homme. Ces capacités ne se limitent donc ni à la simple conception, ni à la simple décision, mais elles touchent à l'exécution de l'objet de la volonté de l'homme.

Dans le domaine de la production, l'homme doit acquérir toutes les capacités requises. L'objet de son bonheur doit être produit par lui, au sein du Peuple, facteur fondamental de son propre bonheur. Le bonheur ne lui sera jamais gratuitement donné, il faut qu'il le produise pour l'acquérir réellement.

Tout comme il produit les idées, il produit les biens matériels nécessaires à son bonheur, à son équilibre.

Nous avons dit et répété que l'on peut enseigner sans éduquer, autrement dit, on peut s'enfermer dans la théorie, acquérir des connaissances théoriques sans être éduqué, sans

être capable d'actualiser les théories assimilées. L'homme peut connaître la distance Conakry-Labé, mais s'il n'a pas les moyens de se rendre à Labé, il n'y arrivera pas.

Nous avons également répété que **personne ne peut éduquer sans enseigner**. C'est une vérité que toute activité productive, si primaire soit-elle, comporte sa part théorique d'enseignement. Le travail des animaux même n'échappe pas à cette loi sociale. Etudiez le travail de l'abeille, vous comprendrez la théorie appliquée. Ce que nous devons mettre en avant, c'est la capacité dans la production du bonheur. Ce que nous devons également mettre en exergue pour qualifier notre école, c'est l'homme social, non pas l'individu coupé de la société, mais l'homme réalisé dans sa dimension de moyen pour la société et pour lui-même.

Dans votre rapport, vous avez abordé la délinquance juvénile.

Personne ne naît bandit, alcoolique ou voleur. **Si les jeunes ont des travers sociaux dégradants, la faute en incombe à la société en général, à la famille et à l'école en particulier**, parce que ce sont la famille et l'école qui constituent les moyens dont disposent les jeunes pour acquérir un comportement honorable. La famille doit éduquer les jeunes ; l'école aussi a la charge d'éduquer les jeunes. Si nous voulons améliorer le comportement social des jeunes générations, l'école doit s'acquitter honorablement de sa tâche, et il faut que la famille aussi s'acquitte de la sienne.

Jusqu'à présent, le jeune croit qu'il va à l'école pour apprendre des connaissances théoriques. Jusqu'à présent, l'objet de sa formation lui est inconnu ; c'est seulement lorsqu'il entre à la faculté de médecine, par exemple, qu'il dit « je serai médecin » ; quand il entre dans une école spécialisée, il découvre l'objet de sa formation ; mais tant qu'il n'est pas dans un C.E.R. spécialisé, il ne se fait aucune idée du métier qu'il pratiquera. Très souvent, un jeune, orienté dans une faculté, s'écrie : « ah je n'aime pas la médecine, je voudrais être professeur ou ingénieur » etc... Si dès la 9^e, le programme scolaire le préparait à une fonction de comptable, il ne risquerait pas de se trouver, plus tard, dans une faculté de sciences techniques. Le jeune comprendrait qu'il n'aura aucun intérêt à changer d'orientation, toute sa formation théorique l'ayant, durant de nombreuses années, déjà préparé à être un travailleur de telle ou telle discipline.

Nous devons donc mettre en avant l'objet de la formation professionnelle. L'école guinéenne doit devenir

nécessairement une école de formation professionnelle, une école de formation de l'homme nouveau, dans la société nouvelle. Nous le disons souvent, **quand nous parlons de l'école dans la vie, nous visons l'école qui s'adapte à la vie; ce n'est pas la vie qui doit s'adapter à l'école.** La vie, elle, présente toutes les données qui la caractérisent, à partir des besoins ressentis ou perçus par les hommes, à travers les objectifs visés par la société. La vie présente, dans un désordre apparent, tous les problèmes concernant l'existence de la société et les contradictions qui la caractérisent.

L'école qui veut que le Peuple maîtrise la vie, transforme les hommes pour les rendre aptes à cette maîtrise.

Nous disons encore que l'école a pour mission de former le révolutionnaire dont a besoin le Parti-Etat de Guinée. L'école, en dehors de cette formation de l'homme social, toujours fidèle au Peuple, et servant la cause de la Nation, agira sur les jeunes, afin qu'ils acquièrent suffisamment de capacités techniques et technologiques appropriées à l'accroissement de leur apport au bonheur de la société; **d'où un choix nécessaire, celui du profil en vue d'une formation correcte.**

Des erreurs ont été commises dans les décisions orientant les jeunes après le baccalauréat.

Des jeunes infirmes ont été ainsi orientés à la faculté d'agronomie. Il suffit de les voir pour savoir que ceux-là ne peuvent pas être des agronomes.

La direction générale de l'éducation n'a pas les données exactes concernant les élèves et étudiants. L'école doit se parfaire ; elle ne peut pas travailler dans l'anonymat et dans l'abstrait. Elle a des sujets concrets, ce sont les jeunes. Qu'est-ce qu'ils peuvent faire ? Si un tel est myope, si cet autre est manchot ou présente telle autre infirmité qui le rendrait impropre à l'exercice de tel ou tel métier, à l'école, on devrait le savoir, avant de l'orienter.

QUALIFIER LES CAPACITES DE PRODUCTION CHEZ LE JEUNE

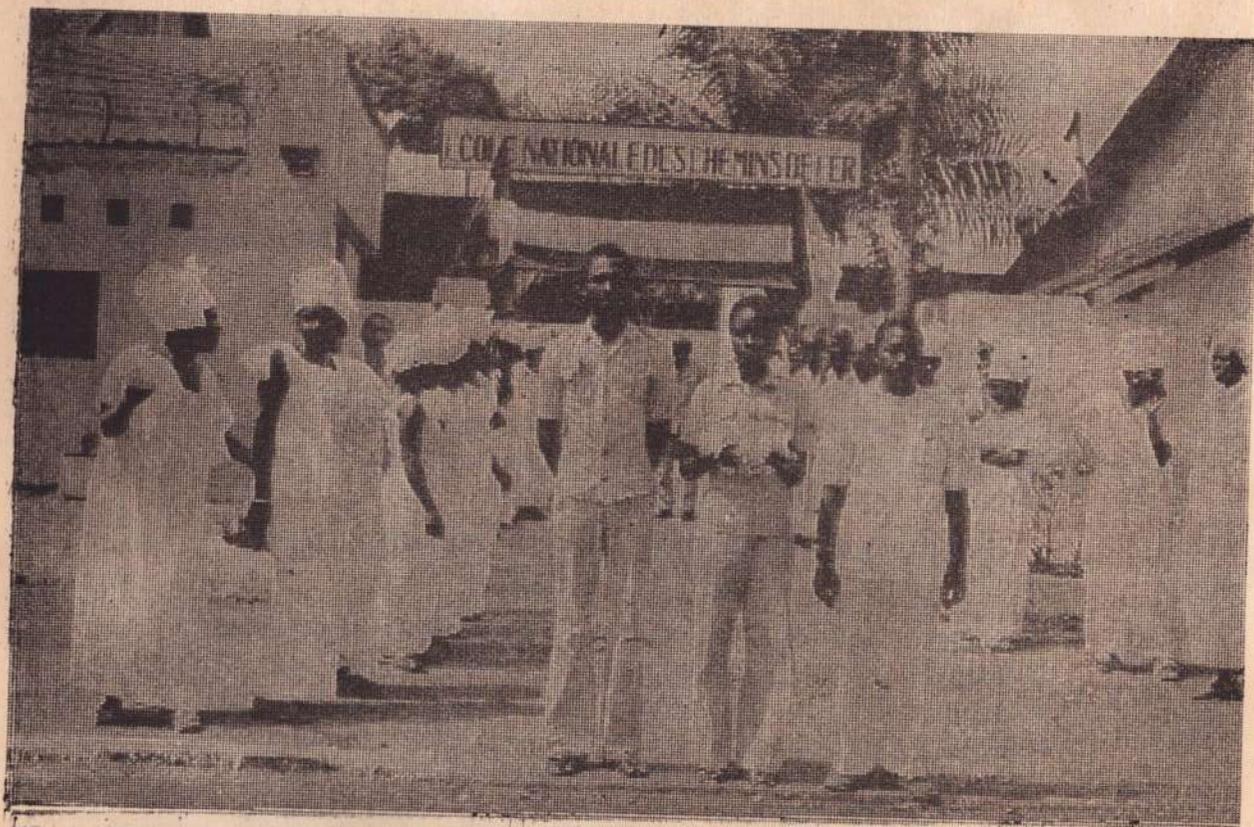
Nous devons qualifier nos méthodes, identifier et considérer la capacité potentielle de chaque étudiant pour l'orienter en conséquence. Nous ne devons plus rester figés dans la théorie. Les réponses aux questions des épreuves du concours ne doivent plus suffire. Puisque ce sont des travailleurs qualifiés que nous formons, nous ne considérons que

leur aptitude qui est elle même fonction des qualités requises par eux pour faire ce travail précis. N'oublions pas en effet que la science moderne dans maints pays aujourd'hui, a recours aux psychotests techniques permettant de déceler les aptitudes particulières susceptibles d'être développées par la formation. Ainsi, ne peut être pilote d'essai qui le veut, champion de boxe qui le veut, grand musicien qui le veut, etc. etc.

Sans considérer ces cas extrêmes, il reste valable que l'exercice correct d'un métier donné, suppose une formation adaptée, formation basée toutefois sur les aptitudes primaires à développer que recèle chaque individu.

En ayant recours donc à cette orientation sélective, nous pourrions davantage qualifier la formation des jeunes guinéens.

Au niveau de la 13^e, les jeunes sont âgés de 18 à 20 ans. Posons-nous la question : est-ce qu'un de ces jeunes a pu encore acquérir effectivement, par ses efforts, la capacité productive de son frère resté au village et qui cultive le champ familial ? A-t-il atteint ou dépassé le niveau de ca-



L'Ecole Nationale des Chemins de Fer attend l'arrivée du Responsable Suprême de la Révolution.

pacité de ce frère en agriculture, en pêche, en artisanat ? Nous répondons non ! Qu'est-ce qui les différencie ? Lui, a assimilé la théorie dispensée à l'école, mais son frère resté au village s'est familiarisé aux différentes pratiques productives. Celui-ci est de qualification productive supérieure à celui-là, élève bachelier de 13^{ème} Année. *Tant qu'il y aura l'infériorité technique et technologique chez l'élève, chez l'étudiant par rapport à son frère de même âge qui n'a pas fréquenté l'école, celle-ci n'est pas encore adaptée aux nécessités de la vie.* Voilà les critères d'appréciation. Nous ne devons plus apprécier nos jeunes seulement parce qu'ils savent bien lire, écrire et compter ; nous devons les apprécier surtout par le niveau de capacité technique et technologique, autrement dit, par la capacité de satisfaire les besoins au sein de la société.

Supposons donc que notre décision soit de faire de la République de Guinée, dans 5 ans, le pays d'agriculture et d'élevage le plus prospère d'Afrique. Si nous le décidons, c'est une orientation nouvelle, dont le respect implique une dictature du Peuple sur chaque individu.

L'élément fondamental de la formation du jeune Guinéen deviendra alors la pratique productive agro-pastorale, que chaque jeune devra acquérir avec maîtrise. Quiconque refuserait cette discipline, s'en irait ailleurs. L'école n'étant alors réservée ici qu'à ceux qui veulent se former qualitativement dans le domaine de la production, pour faire de la Guinée la Nation à économie prospère.

Et nous disons que les conditions seront créées par le développement agro-pastoral pour doter, demain, chaque M.D.R., et plus tard, chaque Région d'une université complète. Cela permettra aux jeunes de continuer leur formation théorique et professionnelle au niveau du 4^e Cycle. Mais il faut se fixer un objectif, s'y consacrer pour le réaliser. **C'est pourquoi, nous avons décidé de faire du profil agro-pastoral le profil fondamental jusqu'au 3^{ème} cycle.** Si cela était effectivement respecté, en 12 ans, on aurait pu faire de tout élève un paysan moderne, supérieur en capacités productives à son frère resté au village. Aujourd'hui, nous nous trouvons devant la réalité inverse.

La fuite des cerveaux traduit un déséquilibre qui a son fondement idéologique, social, économique et politique.

Prenons le cas d'un jeune qui a fréquenté l'école jusqu'en 13^e année dans son village ; il a acquis une capacité de production supérieure à celle de son frère qui n'a pas été à

l'École. En contemplant sa grande ferme familiale et en appréciant ses propres capacités de production, ce jeune se trouve en parfait équilibre dans son village qu'il ne quittera plus pour aller à l'aventure. *L'école doit devenir ce moyen d'équilibre, conférant à chacun, selon son âge mental, physique et intellectuel, une capacité réelle sur la vie, dans le cadre de la satisfaction de ses besoins.*

Il y a quelques années, nous avons surestimé nos capacités. Nous avons mis une soixantaine de tracteurs à la disposition de notre école. Eh bien ! Aucun C. E. R. n'a pu obtenir même l'amortissement de la valeur des engins, bien que nous avons désigné des contrôleurs d'agriculture et des ingénieurs agronomes pour assurer l'encadrement technique des élèves dans l'action productive. Les paysans analphabètes disposant de charrues ou de tracteurs ont eu un rendement supérieur à celui de nos C.E.R., utilisant les mêmes engins. Que traduit une telle situation ? Que la mentalité n'était pas encore fondée sur la production matérielle, que l'acte de production était considéré comme un acte secondaire, un appoint, une corvée même, que l'on acceptait d'accomplir parce que cela est nécessaire pour accéder à tel ou tel diplôme. **Or, si on peut supprimer tous les diplômes, on ne peut pas supprimer le travail.** Sans qu'il leur soit reconnu ou délivré un diplôme, les jeunes peuvent être qualifiés techniquement, technologiquement et atteindre tous les niveaux de la connaissance. *Leurs diplômes, c'est leur niveau de maîtrise de la nature, leur niveau de satisfaction de leurs besoins.*

Nous disons donc que c'est un problème auquel nous devons tous penser, notamment les enseignants puisque telle est la mission délicate qu'ils se sont choisie pour être utiles à l'évolution de leur Pays. Qu'est-ce que nous devons faire pour sauver les jeunes générations des mentalités réactionnaires et pour faire rapidement de notre pays un pays moderne ?

Voilà la question essentielle qui est posée à tout Guinéen conscient : qu'est-ce que nous devons faire pour faire aimer le travail au Guinéen, pour qu'il se qualifie dans le travail, pour qu'il n'ait d'autre cause de satisfaction morale que la qualité de sa contribution au développement progressiste de la Révolution ? Qu'est-ce que nous devons faire

pour conférer les plus grandes qualités aux jeunes ? Tout le problème du devenir est là.

Nous avons actuellement 350 000 jeunes à l'école. En excluant les tout petits qui ne peuvent intervenir dans les phases importantes de la production, il y a au moins 150 000 jeunes aptes au travail productif agro-pastoral, qui pourraient représenter un apport considérable à l'accroissement quantitatif de la production nationale, notamment dans le secteur agricole.

Nous devons chercher la méthode qui permette à chaque jeune de connaître et d'aimer l'objet de sa formation, de se familiariser avec cet objet ; ainsi, il comprendra toutes les démarches pratiques pouvant en faire un travailleur qualifié dans le cadre d'un métier dont il aura la vocation et les aptitudes intellectuelles, physiques et morales.

Si nous avons créé la faculté Géo-Mines à Boké, c'est en fonction des réalités favorables à la formation technique des étudiants dans cette zone déjà dotée d'une unité d'exploitation minière. Nous avons ordonné alors que, pendant la 1ère année dans cette faculté, les étudiants soient considérés comme travailleurs du chemin de fer, des ateliers, du port, des carrières etc... de la C. B. G. (Compagnie des Bauxites de Guinée). C'est la production matérielle liée à la formation théorique qui constituera le programme de formation. En 2ème année, ils sont ouvriers.

En 3ème année, ils deviennent des ouvriers qualifiés.

En 4ème année, ils deviennent des contre-maitres, des aides-ingénieurs.

Et la 5ème année, entièrement consacrée à la production effective fait des étudiants, des ingénieurs.

Si l'on enferme les jeunes pour faire de la théorie, demain ils seront certes des ingénieurs ; mais appelés à commander à un groupe de travailleurs plus qualifiés, ce groupe ne saurait les respecter, moins encore obéir à leurs ordres. Ces fameux ingénieurs seront incapables de dire au manoeuvre, comment il aurait mal exécuté son travail ; incapables de dire à l'ouvrier et au chef de chantier, comment ils ont mal fait leur tâche, et de leur indiquer les solutions de redressement. Ils planeraient théoriquement, mais en pratique, ils seraient totalement incapables de mai-

friser les différentes phases du processus du travail qu'ils ont à conduire.

La remarque est valable pour les médecins. Le médecin devra avoir été tour à tour garçon de salle, infirmier, anesthésiste, laborantin pour avoir une capacité polyvalente le rendant polyapte dans l'exercice de son métier. Il faut qu'il ait toutes les sections de son secteur médico-sanitaire pour que demain, parvenant à son diplôme de docteur en médecine, il puisse faire le contrôle du comportement professionnel de chaque agent de son hôpital ou de son dispensaire.

L'école de la Santé devra soumettre les étudiants à toutes les tâches exécutées dans les diverses formations hospitalières. *Chaque année de formation médicale doit obligatoirement correspondre à des grades professionnels.*

Pour préparer une licence d'enseignement supérieur, l'on ne parlera plus de 1er, 2è ou de 3è certificat ; nous n'allons pas copier les méthodes propres à une civilisation d'élite des pays capitalistes pour lesquels la formation tend à dégager une élite incorporée aux classes dirigeantes, possédantes, dominantes, en vue d'en utiliser le cerveau à l'exploitation, à l'oppression du Peuple. Tel n'est pas notre choix. *Notre choix, c'est de former les serviteurs du Peuple.*

Pour tous les profils, nous devons désormais déterminer les sections du processus du travail concerné, ou les grades professionnels conduisant progressivement à la haute qualification technique.

Nous devons donc hiérarchiser les grades professionnels ; ou mieux encore, faire correspondre à chaque classe d'un C. E. R., un grade professionnel du métier concerné. Ainsi, la mentalité sera axée sur l'objet de la formation, sur l'utilité de la formation. Quand on apprend à écrire, à lire, à compter et que sur ces trois bases, l'on s'élève en hauteur en approfondissant les connaissances, on n'oublie jamais qu'elles n'ont de valeur que de permettre à l'homme d'acquérir des capacités techniques et technologiques en vue d'une production accrue. On aura lié la formation à son objet. Mais tant que cet objet n'est pas précisé, tant que l'étudiant en technique agronomique n'est pas familiarisé avec les tâches professionnelles de son profil, tant qu'il ne peut

pas cultiver, semer, apprécier le travail agricole, n'en faites pas un ingénieur agronome.

C'est pourquoi une nouvelle qualification doit être envisagée au profit de notre école.

Il est indispensable désormais qu'au niveau de chaque classe, l'élève soit identifié dans ses aptitudes; dès la première ou la deuxième année, pour savoir que tel ne peut pas devenir aviateur, que tel ne peut pas devenir agronome, que tel ne peut exercer ce métier en raison de ses inaptitudes physiques. Un nain qui mesure à peine 1-m 50 ne peut pas exercer certaines professions ; il faut trouver un objet correspondant à ses aptitudes. Cet autre étudiant présentant telle infirmité ne peut faire tel travail, et ne doit pas être orienté dans tel profil ; par contre, cet autre profil lui convient. Nous devons qualifier ainsi l'école en lui donnant sa signification de moyen pour la formation du sujet de l'histoire que demeurent le Peuple et l'homme.

La connaissance est un moyen pour l'homme ; la théorie est le moyen de compréhension et de qualification de la pratique. Quand la théorie apparaît dans toute sa relativité en tant que moyen pour accéder à des pratiques supérieures, alors, nous n'aurons pas trompé nos jeunes ; ils resteront toujours axés sur le chemin de l'effort productif ; ils chercheront à acquérir des connaissances théoriques, mais en vue d'améliorer leur pratique. C'est là le chemin du perfectionnement de l'école. C'est aussi la démarche pour toujours mieux placer l'école dans la vie, en créant des rapports harmonieux entre les principes et les méthodes de formation d'une part et les objectifs supérieurs du développement de la Nation d'autre part.

Camarades,

Que voilà quelques graves problèmes qui doivent nous préoccuper et pour la solution desquels nous invitons tous les membres du Conseil Supérieur de l'Education à approfondir la réflexion, et à saisir le Domaine de l'Education des solutions qu'ils considéreront appropriées, afin de nous permettre de mieux qualifier l'école guinéenne et d'en faire encore plus l'Ecole du Peuple, l'Ecole de la Révolution socialiste.

Prêt pour la Révolution !

Clôture du Conseil Supérieur de l'Éducation



« Le but essentiel c'est qualifier notre société qui s'est déjà fait distinguer par la nature et la qualité de ses choix »

Ahmèd Seku Ture

Nous avons étudié ensemble un certain nombre de problèmes préoccupant actuellement la Révolution et dont les solutions doivent pouvoir assurer, à l'École guinéenne, un nouveau bond en avant.

Nous savons tous que l'histoire est une marche ascensionnelle permanente ; mieux, une course de fond qui implique, au niveau de chaque Peuple et, à chaque phase de son évolution, des moyens appropriés, des armes adaptées aux impératifs de son évolution progressiste, de l'accroissement constant de ses capacités en vue de la domination toujours plus poussée de la nature et d'une maîtrise toujours plus parfaite de l'histoire elle-même.

La Guinée est une Nation et comme telle, elle a une personnalité propre, des valeurs issues de son génie créateur qu'elle entend perfectionner sans cesse. Elle a également son assise économique. Elle s'est donné des objectifs de progrès, des bases d'action, des moyens d'action. Ainsi, notre société a assumé et continue d'assumer des responsabilités. Elle entend les assumer avec persévérance et un taux d'efficacité toujours plus élevé.

LA SOCIÉTÉ : REFERENCIEL SUPRÊME

Prenant la Nation comme centre d'intérêt, nous ne perdons pas de vue pour autant que notre société fait partie de l'humanité qui constitue le tout et à l'égard de laquelle, elle a des devoirs à accomplir. C'est pourquoi, à nos légitimes ambitions, il ne saurait exister de limite même quand les moyens sont réduits. Nos objectifs sont à la dimension de l'humanité. De ce fait, ils doivent toujours être fixés de manière à couvrir les besoins de la Nation en vue d'assumer son bonheur et contribuer, par là-même, au raffermissement du bonheur universel.

Notre société est et demeure éternellement comme les autres sociétés qui obéissent à la même loi du développement. C'est pourquoi, pour définir ces objectifs, nous ne nous limitons pas à nos moyens actuellement réduits. Notre conception de la vie et notre ferme volonté de progrès doivent donc traduire toutes nos légitimes ambitions. C'est aussi pourquoi les idéaux qui guident nos activités sont très élevés et ont un caractère mobilisateur permanent pour les générations actuelles et à venir, d'autant plus que le choix ou l'option révolutionnaire donne à nos objectifs un contenu démocratique essentiellement humain. Nous voulons qu'en raison de l'ampleur de notre ambition à devenir utile à nous-mêmes et en même temps utile à l'humanité, l'homme

nouveau que la Révolution doit engendrer en Guinée, soit d'une trempe particulière.

Nous avons déjà dit que l'homme naît et meurt et que la société, une fois constituée, demeure éternellement. Nous avons affirmé également **qu'on ne crée pas le Peuple, il se crée à partir de son action multiforme sur les individus et sur soi-même.** Cette œuvre s'accomplit à travers le temps infini et dans un espace déterminé.

Si l'espace est défini, c'est parce qu'il correspond toujours aux dimensions géographiques déterminées pour chaque société humaine. Par contre **le temps est infini et il concerne toutes les sociétés à la fois ; il demeure le dénominateur commun à tous ceux qui vivent.** C'est pourquoi chaque Peuple, pour valoriser son existence, est amené à valoriser son espace pour mieux dompter la nature, et à valoriser le temps, facteur commun qui l'identifie aux autres sociétés, aux autres Peuples, pour atteindre à un rayonnement qui soit bénéfique à lui-même et aux autres sociétés ou Peuples.

Que l'on nous comprenne bien. Ce temps dont nous parlons et qui est commun à tous les Peuples, n'est pas le **temps historique**, spécifique à chaque Peuple, caractérisé par son Histoire, et sur lequel la Société concernée doit agir également, afin d'en valoriser le contenu positif, en éliminer ce qui est devenu caduc l'enrichir, en le confrontant au temps général de toute l'humanité pour apporter à celle-ci sa contribution au progrès universel et pour s'inspirer des acquis des autres Peuples. Dans tous les cas, c'est la société qui, par le travail, confère à l'espace et au temps l'utilité dont ces éléments sont pour chaque individu. **Sans la société, l'espace ne serait pour l'individu qu'hostilité et le temps ne serait que néant !** C'est pourquoi, au centre d'intérêt de la pensée et de l'action de tout militant conscient, la place est toujours réservée à la société qui demeure éternellement, tout en devenant également la source inépuisable de toutes les valeurs, la référence suprême, la base de toutes les capacités, de toutes les compétences et aptitudes, en un mot, **le référentiel suprême.**

LA CONSCIENCE EN MOUVEMENT

L'homme naît et renaît, nous l'avons dit et répété. Il naît conformément aux lois régissant la reproduction sociale : les lois biologiques. Il naît donc en tant qu'être au niveau zéro de compétence, au point zéro de culture. **la société fait renaître cet être en le transformant en être**

social, en lui transférant les acquis de la société, accumulés à travers le temps.

Ainsi, la première chance de l'être humain aura toujours été de bénéficier des acquis de la société qui l'aura engendré. Ces acquis, plus ou moins perfectionnés, se transmettront obligatoirement à l'être humain qui devient ainsi supérieur à l'animal.

La société fait renaître encore l'homme parce que, toute l'existence durant, il sera en commerce continu, en communication permanente avec ses semblables sur lesquels il pèsera plus ou moins positivement ou négativement, en même temps qu'il subira l'influence de la société. Et cette influence sera d'autant plus intense, la culture que l'homme en acquiert sera d'autant plus grande que ce commerce et cette communication seront, eux-mêmes, plus intenses, plus complexes, plus intimes.

Ainsi, l'homme, nous le savons tous, ne naît jamais une fois pour toutes. **La deuxième naissance dont nous parlons est un processus permanent à la dimension totale de la vie qu'il aura à vivre.** Donc à chaque instant de sa vie, l'homme se transforme ; il se subit soi-même ; il subit avantageusement ou désavantageusement la société au sein de laquelle il se trouve. Cette influence sociale, il ne la subit pas passivement. A tout instant, **il est en lutte, contre soi, contre l'autre, contre les autres.** C'est ce qui fait dire que la vie n'est autre chose que la lutte, la lutte sans fin ; que cette lutte ne vise pas que la seule sauvegarde de l'existence, l'instinct de conservation, mais dès que cette vie s'élève aux exigences de son développement, **c'est alors qu'elle met la conscience en mouvement.**

Un pays révolutionnaire comme le nôtre doit choisir une attitude consciente, au-delà de l'individu qui est passager et qui est, en partie, mû par l'instinct. Il faut que l'être social surgisse et se laisse guider par la conscience, création de la société. L'instinct est lié aux propriétés naturelles de l'animal ; mais la conscience est déjà une marque de la transformation qualitative intervenue dans la vie de l'humanité en tant que création sociale.

Où que l'homme se trouve, il n'a et ne doit avoir qu'un seul maître, la conscience qui lui dicte les devoirs à accomplir, partout où il se trouve. Il trouve en tout autre être social un semblable, un homme qui a besoin de son honnêteté, de son respect, de sa loyauté, mieux de son amour. Au-delà de

toute autre distinction arbitraire, il faut qu'il soit utile aux autres ; ce faisant, il aura déjà compris que ceux-là avaient été utiles à lui ; autrement, il ne serait pas devenu cet être social.

S'agissant de ce thème, nous l'avons abordé dans les explications concernant la mathématique sociale. C'est ce que nous avons simplifié en traitant du rapport société-homme. **La société crée l'homme, engendre l'homme et l'homme doit tout à la société.** Chaque homme doit à la société. Il doit se libérer de ses dettes en termes d'efficacité et d'utilité à la société. Il doit être convaincu que, quel que puisse être le niveau de cette utilité ou de cette efficacité, tant qu'il vit, il devra encore à la société.

L'homme accepte consciemment la lutte qu'il traduit résolument en termes d'efforts. Il s'agit des efforts de tous les instants car, si la société facilite sa reproduction, celle-ci provient encore de lui ; c'est-à-dire qu'il se reproduit grâce à la société.

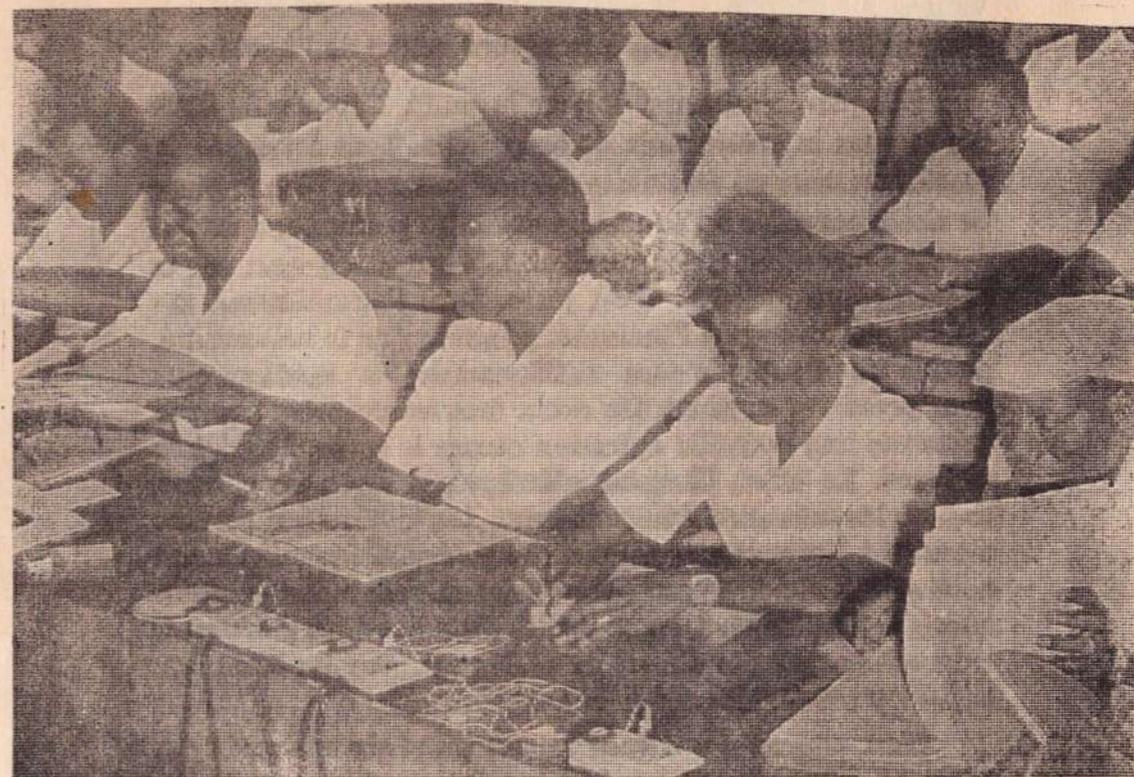
Le deuxième thème est que l'on ne peut jamais imposer à un homme une qualification qui ne parte de sa prise de conscience, de sa volonté, d'une forme de lutte adaptée à la conquête de la qualité en question. Si on transforme à volonté les matière inertes, par contre, on ne transforme jamais l'homme à son insu.

Nous comprenons et comprendrons toujours que de toutes les pratiques utiles à l'équilibre de la société, celles qui tendent au perfectionnement de l'homme, à la qualification de la société, sont des pratiques supérieures, car il n'y a pas de sujets réels pour changer la nature ou pour maîtriser l'histoire sinon les hommes considérés individuellement et collectivement.

RAPPORTS SANTE — EDUCATION

A cet égard, avoir de la sollicitude pour l'éducation est une obligation, une contrainte de la conscience. Avoir de la sollicitude pour la santé, c'est une contrainte de la conscience. Tout cadre, à quelque niveau qu'il se trouverait dans la hiérarchie sociale, s'il n'a pas de sollicitude pour l'Education et pour la santé, aura fait montre d'un manque tragique de conscience. Et quand nous parlons de la connexion entre les deux secteurs, c'est parce que les deux ont choisi un même objet : l'équilibre de l'homme. Il faut un esprit conscient et cultivé, dans un corps sain.

La santé physique, la santé mentale, la santé sociale, la santé économique, la santé intellectuelle, la santé idéo-



Les membres du Gouvernement lors du Conseil Supérieur de l'Education.

logique, correspondent toutes parfaitement à l'éducation physique, à l'éducation intellectuelle, à l'éducation morale, à l'éducation idéologique, à l'éducation économique.

Si les démarches des deux disciplines semblent différentes, leurs objets sont parfaitement identiques. C'est pourquoi elles se confondent, dans leur portée, en l'homme qui demeure une entité indivisible et en la société qui, également, demeure une entité indivisible.

Nous devons, pour permettre le développement révolutionnaire conséquent de notre Peuple, tout faire pour préserver son équilibre. Cet équilibre est multi-dimensionnel car, tous les facteurs qui en constituent les points d'appui sont en rapport d'interdépendance directe. **Un individu physiquement malade devient impropre à la production, incapable d'étudier, de s'instruire.** C'est pourquoi l'Ecole guinéenne a choisi de former des producteurs capables, efficaces, compétents, conscients et physiquement aptes.

« Pourquoi tel élève n'est-il pas venu à l'école aujourd'hui ? Voilà une question que pose le maître. On lui répond : « Il est malade ». Cela signifie que la santé est considérée d'abord comme l'équilibre multi-dimensionnel

correspondant aux différents facteurs permettant à l'individu et au Peuple de faire usage des aptitudes, des compétences, des capacités liées à la nature même de l'homme.

Eduquer, c'est aussi donner la santé. **Eduquez le Peuple et vous le préserverez de la maladie.** Tout à l'heure, la résolution issue du séminaire médical indiquait bien la place de choix accordée à l'éducation sanitaire publique, à la médecine préventive. Selon un dicton connu : « il vaut mieux prévenir que guérir ». C'est juste. Sans l'auto-défense sanitaire, au niveau de l'individu, au niveau de la collectivité, jamais un Peuple n'aura suffisamment de médicaments pour préserver sa santé. Du reste, tout médicament absorbé constitue une nouvelle agression contre le corps, et y laisse sa trace. En effet, l'homme n'évolue pas seul ; les germes, comme les microbes, évoluent aussi. Les germes qui portent atteinte à notre santé, évoluent et se transforment. Quand nous crions victoire pour avoir endigué telle maladie, quelques années plus tard, de nouvelles maladies nous attaquent, exigeant encore des efforts de recherche pour les identifier et pour y trouver les remèdes appropriés.

C'est pourquoi « **il vaut mieux prévenir que guérir** ». Ainsi, on se met dans les conditions objectives et subjectives de préservation de la santé.

L'éducation est de son côté, de la prévention. Pourquoi laisser cet être dans son état zéro, jusqu'à sa naissance il n'a ni culture, ni connaissance, ni capacité. S'il demeure à cet état initial, il devra, par lui-même, faire toutes les démarches, plus ou moins perfectionnées afin que, par l'expérience pratique, il arrive lui-même à accumuler un stock culturel pouvant désormais déterminer son comportement face aux phénomènes et aux faits de la vie. L'éducation prévient cet handicap, prend en mains le jeune pour ouvrir son esprit à toutes les disciplines, à l'humanisme et l'amène, par la pratique, à l'acquisition de toutes les capacités, avant même qu'il n'ait atteint l'âge où, nécessairement, il devra s'acquitter de telle ou de telle tâche. Elle le forme en direction de l'objet qui remplira utilement son existence au sein de la société.

LE PROGRAMME DE L'ECOLE ET LES NECESSITES DE LA VIE

Nous devons valoriser l'espace et le temps à travers l'homme et à travers le Peuple. Pour ce faire, l'authenticité de nos démarches relèverait de la parfaite harmonie qui

existerait dans les rapports de notre société avec la nature à exploiter et avec les exigences du temps que nous vivons.

Lorsque nous disons que jamais deux Peuples ne se trouvent dans des conditions identiques de développement, c'est parce que **le dénominateur commun à tous les Peuples, est le temps infini et impersonnel**, tandis que **le facteur propre à chaque Peuple, c'est l'espace qu'il occupe et qui l'identifie.** Or, nous savons que les conditions géographiques diffèrent d'un pays à un autre ; et même à l'intérieur d'un même pays, les conditions écologiques diffèrent parfois d'une région à l'autre, d'un P.R.L. à un autre.

Valoriser l'espace, c'est aussi définir la meilleure connaissance d'une partie de soi, puisque l'espace occupé par le Peuple est une partie de lui-même. Le temps qui passe concerne tout le Monde, tous les autres Peuples : c'est le dénominateur commun.

Nous devons parfaitement connaître l'espace qui nous est propre. Lorsque nous avons demandé **qu'au premier cycle, on s'en tienne à l'enseignement des concepts**, nous avons défini en même temps la structure de cet enseignement.

Les concepts sont puisés dans la vie quotidienne qu'observe le jeune, à partir de ce qu'il entend, avant que sa conscience ne se forme. Aider à la formation de sa conscience par l'accumulation de connaissances et d'expériences pratiques, c'est expliquer à ce jeune être social ce qu'il voit, ce qu'il entend, ce qu'il sent, ce qu'il touche ; d'où l'objet des concepts à sélectionner nécessairement ; ainsi nous ne parlerons pas parfois, dans notre P.R.L., du train, si le train n'y passe pas. Nous ne parlerons pas d'avion au premier cycle, si l'élève ne le voit pas, à moins de représenter des objets par des croquis simplifiés accessibles à l'enfant. Nous ne parlerons plus de marché hebdomadaire quand, dans la pratique c'est le marché quotidien du P.R.L. qui se tient. Nous nous imposons une discipline qui veut que nous soyons utiles au jeune : ce qu'il voit, il faut qu'il en connaisse le nom, qu'il identifie toutes ces choses, qu'il en connaisse les différents concepts.

Ensuite, nous avons dit, **qu'au 2ème cycle**, il faut aborder la deuxième approche en expliquant **les propriétés des concepts enseignés** au premier cycle. C'est le deuxième volet de la connaissance. Ensuite, nous éveillons les capacités d'observation chez le jeune à partir des services que rendent tout naturellement ses sens. Il faut l'amener à l'observation,

à la déduction, à la compréhension, et au 3ème cycle, on reprend encore les concepts, et les propriétés, pour situer l'objet de l'enseignement et alors on définit la chose.

Au 4ème cycle, la dialectique enseigne que tout se transforme. La loi de la contradiction doit être parfaitement assimilée et actualisée dans chaque concept, dans chaque objet. L'unité des contraires et la connexion doivent être expliquées. Ainsi le 4ème cycle est consacré à la dialectique.

Nous voulons simplifier nos démarches en nous cantonnant, dans chaque phase, à une catégorie de moyens, afin de faciliter aux jeunes les conditions d'assimilation des connaissances. Nous avons dit qu'il faut placer l'école dans la vie ; pour cela, il ne faut pas oublier que le laboratoire le plus perfectionné qui soit, c'est la vie elle-même. La bibliothèque la plus riche, c'est la vie elle-même. Tout doit être considéré comme objet de connaissance. L'école dans la vie donne une explication scientifique de tous les éléments de la vie. **Le programme établi par le Domaine de l'Éducation n'est qu'une suggestion, un cadre pour la partie obligatoire de l'enseignement-éducation.** Les directives de l'inspection d'académie, comme celles de la Direction Régionale, viennent compléter le cadre tracé, tandis que les nécessités de connaissance puisées dans la vie du P.R.L. viennent enfin compléter le programme initial.

Aujourd'hui, en tant qu'enseignant, nous avons, par exemple, une leçon de mathématiques ou une leçon d'idéologie à enseigner. Mais au même moment, survient une éclipse de lune. Ce phénomène est saisi au vol, on le fait observer par les élèves et il est inscrit pour faire partie des leçons à dispenser dans la journée. L'explication scientifique de l'éclipse est ainsi donnée aux jeunes. Chacun de ces jeunes pourrait, parlant de l'éclipse, diffuser les connaissances acquises grâce au cours dispensé par le Maître. Le père, la mère, les frères et sœurs bénéficient, par là-même, de la diffusion quotidienne de la science dans le village.

Tout phénomène ayant pu retenir, tant soit peu, l'attention des jeunes, ne saurait laisser indifférent le Maître. Il doit s'en saisir chaque fois immédiatement et en donner les explications rationnelles. **L'école dans la vie obéit à deux nécessités. La première nécessité, c'est la systématisation par l'inscription au programme à enseigner des matières fondamentales liées au niveau de la classe.**

La deuxième nécessité, c'est l'explication de la vie courante, l'explication, aux jeunes de tout ce qui préoccupe

le village, la famille ou les jeunes, afin que l'école reste ouverte à la vie elle-même et devienne le cerveau modélant tous les jours les jeunes, tout en élevant tant la conscience collective que la conscience de chaque élève.

Travailler, c'est s'éduquer et éduquer : enseigner pour éduquer, éduquer, en enseignant, éduquer pour perfectionner le comportement de l'homme, pour donner un sens à sa vie, pour dispenser à l'homme des notions d'utilité et d'efficacité, une notion permanente de dépendance permanente à l'égard de la société pour qu'il se soumette aux impératifs de l'harmonie sociale, de l'évolution sociale et du progrès social. Il faut éduquer physiquement dans tous les domaines de la vie ; il faut que l'homme se qualifie constamment à partir de son point de départ qui correspond à sa naissance, au point Zéro.

Ainsi, l'école, placée dans la vie, ne limitera pas son rayonnement au bénéfice exclusif des élèves et étudiants. Ce rayonnement s'étendra à la société toute entière, ainsi l'école deviendra vite le cerveau pensant de la collectivité préoccupée de la juste solution à apporter à toutes les préoccupations de la collectivité. Le saut qualitatif, opéré à cette phase, permettra un jour de déboucher sur une autre phase supérieure, l'école pour la vie, grâce à la planification, à la recherche méthodique : grâce à l'élargissement continu des connaissances scientifiques, l'école aidera les générations montantes à maîtriser, par anticipation, la vie. *En connaissant par anticipation les problèmes qui vont se poser et en les résolvant pourqu'ils ne se posent pas du tout, on aura su prévenir et on se sera ainsi placé dans la véritable trajectoire de la maîtrise effective de la nature et de l'histoire.*

Précisément, nous avons procédé ainsi. Effectivement, nous avons commencé par ramener l'école à la dimension de notre option, à savoir faire l'histoire et ne plus la subir. faire de l'école la propriété du Peuple, le moyen d'éducation populaire, de perfectionnement social, politique, culturel, technique et technologique.

LE ROLE DYNAMIQUE DE L'HOMME

Maintenant nous sommes dans la vie, aucune directive même géniale, ne peut être parfaite, car la vie ne se présente pas partout avec les mêmes données. Les problèmes de la vie ne se posent jamais non plus, partout, dans des termes identiques. Nous venons de le préciser *en définissant la vie par la liaison dynamique espace - temps.* Si les

deux données sont statiques, il existe une autre donnée dynamique, c'est l'homme face à ses besoins. Il faut rendre dynamique en même temps l'espace et le temps. Cette conversion est possible grâce à l'intégration de l'action qu'on appelle travail. Mais le travail peut être d'une intensité égale dans tout l'espace. Les enseignements du travail peuvent cependant différer selon les réalités qu'il recouvre ; celles-ci resteront toujours liées à la nature sur laquelle s'applique le travail. C'est pourquoi il faut encore que *l'école dans la vie continue à requérir de chaque enseignant l'étude permanente des motivations qui interviennent dans le mode de production, dans les rapports de production ;* et aussi l'étude de celles qui influent sur le comportement de l'individu ou de la collectivité. Tous les jours, les préoccupations des élèves doivent être analysées et satisfaites par l'enseignement qui leur sera dispensé.

L'école dans la vie se présente de façon complexe ; elle est, elle-même, l'expression de la complexité qui caractérise la vie sociale, la vie économique, la vie politique, la vie culturelle. Puisque la vie est toujours en mouvement, l'équilibre d'hier est vite rompu ; dès aujourd'hui, un nouveau problème surgit qu'il faut résoudre, en un constant recommencement, un perpétuel renouvellement.

Ainsi, le titre de « *Militant d'honneur de la Révolution* » veut dire que, tous les jours, l'enseignant a le devoir de comprendre la société, de l'expliquer aux jeunes en dépassant les phases actuelles, pour préparer les phases à venir. Et préparer les phases à venir, c'est préparer, par anticipation, l'esprit et le comportement conséquent des jeunes dont la formation leur est confiée.

Pourquoi se plaindre de l'existence de la délinquance juvénile ? Ce serait se saisir de l'effet en oubliant la cause. *La délinquance juvénile, quelle qu'elle soit, n'est que l'effet d'une cause qu'il faut cerner et expliquer.. Il faudrait plutôt se plaindre de l'insuffisance du conditionnement des jeunes par la société, par la famille, par l'école.* Lorsque nous disons que les jeunes ont toujours raison en tout temps et en tout pays, c'est la traduction d'un esprit de justice qui veut que l'effet ne soit jamais isolé de sa cause. Ainsi, peuvent être victimes de l'effet ceux qui n'en sont pas les véritables auteurs. C'est bien la cause qu'il faut détruire pour que l'effet disparaisse. Comme le jeune, à sa naissance, est au stade zéro quant au caractère, à la culture, à la capacité, s'il finit par acquérir des capacités en mensonge, en vol, en alcoolisme, en débauche, etc..., il les aura acquises



Les cadres de l'Éducation suivent avec une attention soutenue l'exposé du Président Ahmed Sekou Ture.

au contact d'autres hommes. C'est pourquoi la transformation de l'individu s'effectue certes en processus continu, mais un processus qui plonge l'homme dans un conditionnement également continu. *Il faut donc conditionner les jeunes.*

Conditionner les jeunes, c'est d'abord les placer dans un cadre de travail et de discipline révolutionnaires. *Sans travail dans la discipline et sans discipline par le travail, les jeunes dont l'esprit frais attend d'être modelé, se créent vite leur propre cadre défiant toute morale.* Le conditionnement commence donc par le fait de faire acquérir aux jeunes des habitudes morales, intellectuelles et sociales toutes conformes aux exigences de la Révolution. Le maître ne doit être ni complaisant, ni complice, ni démagogue. Conditionner les jeunes, c'est aussi payer d'exemple. L'éducateur, par son comportement social, ses propos, ses actes toujours conformes à la morale sociale, doit imposer le respect et inspirer l'admiration des jeunes.

Supposons seulement que l'école veuille enrayer la tendance au mensonge. Pendant tout un trimestre, en plus de tous les programmes comportant les matières habituelles,

partout, du 1er au 4ème cycle, une demi-heure de causeries critiques sur le mensonge, en insistant sur la dégradation humaine qu'il représente, pour sensibiliser tous les jeunes à la vertu de la vérité et bannir en eux l'inclination au mensonge. Les jeunes auront été ainsi conditionnés puisque dans toutes les classes, les mêmes causeries stigmatisent et dissèquent ce mal social; et dans le même temps dans les assemblées générales des P.R.L. le même conditionnement sera fait. Ainsi, le conditionnement pourra transformer chaque individu.

Le trimestre suivant, quand on sent la victoire assurée, on se fixe un objectif majeur : liquider l'alcoolisme qui devient un point central à tous les niveaux, pour tous les cycles, pour toutes les assemblées générales et les meetings, etc... Partout, on parle de l'alcoolisme; on conditionne toute la société; tous les esprits sont ainsi tendus vers le même objectif. Eh bien, si la société est ainsi conditionnée, il sera plus facile de récupérer les alcooliques. *Tout s'obtient par éducation.*

Nous appelons éducation le fonctionnement actuel de nos unités scolaires. Mais la vie elle-même est un système puissant d'éducation. Le monde n'a pas commencé avec les écoles, mais l'éducation a été une propriété permanente. Dès que la première société a été constituée, où l'homme, c'est-à-dire en communication de pensée et de service, l'éducation a commencé dans cette phase empirique, qui n'aboutit qu'à l'expérience et non à la théorie. La phase de la systématisation de l'expérience n'est intervenue qu'après; elle a pu être enseignée sous forme de théorie pour devancer les réalités.

Donc, partout, l'homme est en communication avec l'homme, il est en éducation. Si un jeune, mal éduqué, est le meilleur ami de votre fils, soyez convaincu que votre fils a toutes les chances de subir les traits négatifs de son compagnon.

A l'école, dans la famille, dans toutes les activités, nous devons mettre le Guinéen dans un état de conditionnement tel, qu'il puisse, très tôt, se qualifier. Il faut donc lutter à l'école contre les travers sociaux, il faut donner au jeune une éducation morale, une éducation idéologique.

Le cours d'idéologie doit être matérialisé dans les faits sociaux. *C'est cette matérialisation des traits de l'idéologie qui constitue l'éducation morale.* Elle était enseignée autrefois sous une étiquette religieuse. *Aujourd'hui, il faut ensei-*

gner cette morale sous l'étiquette de la Révolution; car il faut que l'homme, où qu'il se trouve, soit sous la contrainte de sa conscience, pour s'imposer un comportement conséquent. L'éducation morale doit être intensifiée, enseignée de pair avec l'éducation idéologique qui la contient. Ainsi, l'école se développe et se perfectionne. Avec elle, l'Ecole fait développer et perfectionner le comportement de l'homme, élève la société en lui conférant, d'étape en étape, de nouvelles valeurs.

Nous félicitons tous ceux qui se sont déjà dévoués en apportant, tous les jours, leur contribution à la qualification de notre société. *Au lieu de donner un pantalon, une paire de chaussures à un jeune, il faut l'éduquer. L'éducation est le meilleur don d'une génération adulte à la génération montane.* Au lieu d'acheter des comprimés, des médicaments de toute nature, au lieu de constituer une grande pharmacie à la maison, en prétextant la protection de la famille, il faut éduquer les membres de la famille, leur inculquer les notions d'hygiène, de prophylaxie, de règles de prévention, afin que le comportement de chacun empêche le mal de se manifester. C'est pourquoi, nous devons tout faire pour développer notre système sanitaire et notre système scolaire.

Le but essentiel, c'est qualifier notre société qui s'est déjà fait distinguer par la nature et la la qualité de ses choix. Le contenu est connu. Il faut permettre à ce contenu de se développer, de connaître un rayonnement encore plus grand. La consolidation d'un tel acquis représentera la contribution de la Révolution guinéenne à la libération, à l'unité, au progrès et par conséquent, à la réhabilitation de tous les Peuples d'Afrique.

Pour nous, le choix de l'utile, du juste, du vrai et du beau, correspond au choix de la Révolution.

Choisir le paradis, c'est choisir la Révolution.

Choisir l'utilité et l'efficacité, c'est choisir la Révolution.

Choisir la Révolution, c'est servir tous les hommes, au delà de l'ethnie, de la couleur, de la religion.

Choisir la Révolution, c'est être pleinement et constamment utile, efficace à la société nationale, à la société universelle, donc utile et efficace à soi-même.

Prêt pour la Révolution !

« AUCUN COMLOT NE PASSERA EN GUINEE »

réaffirment les militants en uniforme au Chef de l'Etat.

Le 30 juin dernier, les Comités d'Unité Militaire (C.U.M.) de Conakry ont réaffirmé au Responsable Suprême de la Révolution leur totale et entière disponibilité à servir le Peuple et sa Révolution et leur attachement indéfectible à la personne du Père de la Nation, au meilleur Fils du Peuple, le Stratège Ahméd Seku Ture.

Parlant de la conférence d'information que le chef de l'Etat a tenue le 25 juin dernier au Palais du Peuple sur l'attentat manqué contre sa personne, les CUM ont déclaré **qu'elle a créé une nouvelle prise de conscience au sein de tous les militants en uniforme. Une véritable tension révolutionnaire s'est emparée des hommes de troupe, des officiers et sous-officiers.**

Et c'est pourquoi, pour marquer leur profonde indignation face à la situation que nous vivons, les camarades des C.U.M. ont demandé au Chef de l'Etat une autorisation spéciale

pour organiser, le dimanche 4 juillet, au cours d'une marche révolutionnaire, une démonstration de force de l'Armée guinéenne, pouvant traduire avec toute la clarté désirée leur indignation face à l'ennemi intérieur et extérieur.

Dans leur intervention, les C.U.M. ont également tenu à exprimer, avec force leur farouche volonté d'être aux côtés des valeureux combattants de la liberté du Zimbabwe, de Namibie et d'Azanie.

Aussi, ils ont indiqué qu'aujourd'hui plus qu'hier et bien moins que demain, ils s'acquitteront, avec honneur, de tous leurs devoirs dans le combat général que mène le Peuple militant de Guinée, pour le bonheur, l'honneur et la dignité de l'Afrique.

Voici, en réponse à l'engagement militant de l'Armée guinéenne, la réponse faite par le Camarade Responsable Suprême de la Révolution :

Nous vous remercions de la visite militante que vous avez bien voulu nous rendre. Vous avez donné comme motivation à cette visite, la réaffirmation de la volonté des militants en uniforme, de demeurer inconditionnellement au service de la Patrie, traduisant ainsi leur engagement politique au service du Peuple militant de Guinée. Nous vous en remercions.

Nous vous répéterons que le combat que mène le P.D.G. depuis sa création est un combat noble, car, sa finalité n'est autre chose que la transformation du territoire colonial naguère baptisé «Guinée-Française», en une Nation indépendante et prospère, la transformation de notre Peuple, alors irresponsable, en un Peuple totalement et pleinement responsable.)

Ce combat est donc noble parce qu'il s'inscrit dans le cadre du Progrès, le progrès ambitionné par les Peuples du monde.

Ce combat a déjà enregistré des victoires éclatantes puisque *la Guinée d'aujourd'hui est très différente de la «Guinée française»*. Notre Peuple, actuellement, assume toutes ses responsabilités tant à l'intérieur de son pays que sur le plan international. Mais nous devons retenir que chaque phase de ce combat a ses impératifs. Puisqu'il s'agit d'un combat guidé par la Révolution, *ce combat reste toujours offensif*, car même son aspect défensif ne peut qu'être compris dans l'offensive permanente à mener en direction des objectifs de qualification de notre Nation et de notre Peuple.

Un tel combat ne reste pas sans connaître des forces de résistance à l'intérieur tout comme à l'extérieur du pays. Les forces de résistance, ce sont les personnes ou les groupes d'hommes opposés à la création, en Guinée, d'une Nation réellement indépendante, à la transformation qualitative de notre Peuple que le P.D.G. veut rendre souverain et exclusivement responsable de toutes les affaires nationales et internationales intéressant notre pays. Ces forces de résistance sont celles qui sont incarnées par ce que nous appelons la bourgeoisie. *C'est une réalité qu'il existe une bourgeoisie nationale en Guinée.* Pour nous, être bourgeois ne consiste pas seulement à posséder des millions. *Etre bourgeois, c'est avoir du mépris à l'égard du Peuple, ne pas avoir du respect pour ceux qu'on appelle couramment les «petites gens», c'est ne respecter que l'argent, le diplôme ou le grade, et non l'homme. Etre bourgeois, c'est donc être égoïste, vouloir transformer les autres en moyen d'enrichissement pour soi-même.* Et cette bourgeoisie là existe. L'on peut même dire,

paradoxalement du parti, que cette bourgeoisie a été créée par la Révolution elle-même car, aucun de nous, sous le régime colonial, n'aurait pensé devenir simple commandant d'arrondissement à plus forte raison gouverneur de région ou Ministre. Aucun de nous, sous le régime colonial, n'aurait pu atteindre le grade de colonel ou de général. Aucun de nous, sous le régime colonial, n'aurait eu à assumer la fonction d'Ambassadeur. C'est donc la Révolution qui, par son combat victorieux, a pu confier à chacun de nous de très hautes fonctions à assumer. A notre jeune âge, nous étions tous, ensemble les uns et les autres, ou dans les champs ou dans les écoles, mais aucun ne rêvait aux fonctions actuelles que nous assumons. C'est donc le Peuple de Guinée qui, par son combat, par ses sacrifices consentis, à bien voulu faire de chacun de nous ce que nous sommes.

Mais il arrive souvent que certains oublient leur origine; ils oublient ce qu'ils étaient; ils oublient ce qu'ils auraient pu devenir sans l'aide du Peuple; ils oublient même ce que le régime colonial faisait ici; ils oublient au point de se demander pourquoi notre Peuple a lutté contre le régime colonial; ils oublient ce qui les lie à chacun et à tous. *Ceux-là qui oublient si vite, deviennent donc les adversaires du progrès avant d'être plus tard, les pires ennemis du régime révolutionnaire.*

C'est facile à comprendre. Un responsable vole, et amasse des millions de syllis; qu'il soit Chef de l'Etat, Ministre, Gouverneur, Commandant d'Arrondissement, Chef de service, qu'il soit directeur d'entreprise, officier supérieur ou Officier, il assume des fonctions au nom du Peuple et gère une partie du patrimoine national. Malhonnête, il essaiera de détourner une partie de ce patrimoine à son profit égoïste. Et quand il aura ainsi amassé des sommes fabuleuses résultant du vol, à quoi va-t-il penser? A abattre le régime afin de pouvoir être libre d'utiliser, sans inquiétude; ces sommes mal acquises.

Ce sont donc très souvent les gens qui n'ont pas exercé honnêtement leur fonction ou leur profession, qui n'ont pas été honnêtes à l'égard de la Nation, qui arrivent à mettre de côté des sommes illégalement accaparées et qui demain, se retourneront toujours contre le Peuple, contre le régime.

Ils ont donc délibérément choisi l'argent, et ce faisant, ils ont également choisi le déshonneur, la trahison. Et c'est cette bourgeoisie donc qui engendre les traîtres. *La bourgeoisie, c'est d'abord dans l'esprit, la mentalité et le comportement.* Un homme peut être milliardaire, le plus riche du monde et être honnête, respecter le pauvre qu'il voit, et le

considérer comme son père; considérer comme sa mère ou sa grand-mère n'importe quelle vieille femme qu'il rencontre. Mais hélas, *ils ne sont pas nombreux ceux que l'argent ne transforme pas.* Dès qu'ils amassent peu de fortune, ils changent, on dirait, de nature même. Ceux avec lesquels ils partageaient le lit, ils les rencontreraient maintenant qu'ils les mépriseraient, faisant semblant de ne les avoir jamais connus. C'est pourquoi, *la bourgeoisie n'est pas seulement le fait de posséder l'argent, c'est surtout dans l'esprit.* C'est pourquoi la bourgeoisie, mettant aussi certains individus dans les conditions de facilité, produit les traîtres. *Il n'y a eu aucune Révolution dans le monde qui n'ait eu des difficultés avec les traîtres.* Il n'y en n'a pas eu, il n'y en a pas et il n'y en aura pas non plus.

Notre philosophie dit que Dieu n'a pas créé le Paradis et l'enfer pour rien et que tous les deux seront remplis. Ce que l'homme honnête cherche, c'est d'aller au Paradis. Mais l'enfer a son gendarme, «le cheytane», qui fera tout pour que l'enfer ait aussi des clients.

Que l'impérialisme s'acharne contre la Guinée, est une chose normale. Un combattant ne voit pas toujours les choses en rose; il accepte l'adversité de l'ennemi et la trahison. Mais il se battra et fournira toute l'énergie nécessaire pour sauvegarder la Patrie. D'ailleurs, s'il n'y avait pas de difficulté pour l'homme, quelle serait son mérite? Il n'y aurait plus de victoire s'il n'y avait pas de difficultés dans la vie. C'est pourquoi les difficultés, il faut les accepter. Mais il ne faut jamais se tromper sur deux choses, à savoir: quels sont ceux qui sont pour le Peuple et la Révolution? quels sont ceux qui sont contre le Peuple et contre la Révolution? Il ne faut pas confondre ces deux catégories.

C'est pourquoi nous disons que les traîtres se trouvent souvent parmi ceux qui dorment au climatiseur, roulent en voiture, ceux-là qui sont assis dans les fauteuils; c'est dans ce milieu-là que l'impérialisme les recrute.

Depuis l'indépendance de la Guinée, on a rarement eu à parler d'un paysan, d'une ménagère, d'un artisan ayant eu à trahir la Nation. Mais, c'est toujours au sein de la bourgeoisie bureaucratique ou militaire, la bourgeoisie industrielle ou commerciale; c'est toujours une catégorie donnée de gens aisés. C'est pourquoi, **comme solution pour le progrès, on doit toujours éduquer le Peuple moralement, intellectuellement, idéologiquement, donner toujours le courage au Peuple afin qu'il se défende.** Un Peuple que nous citons souvent comme nous ayant donné, à tous les Peuples; l'exemple du courage, c'est le Vietnam. Pendant 30 ans, ce

Peuple n'a connu que des bombardements. Toutes les grandes puissances impérialistes ont essayé, mais vainement, d'abattre la résistance vietnamienne. C'est dans ce pays que le petit enfant de 7 ans est déjà un combattant, le vieux de 70 ans fait partie du front et assume son rôle.

Donc un Peuple doit rester constamment conscient s'il ne veut pas perdre son indépendance. Ainsi, il est capable de pérenniser sa souveraineté. C'est le devoir que nous avons à assumer également pour que notre pays, quels que soient les complots à l'intérieur et à l'extérieur, demeure toujours un pays libre avec un Peuple responsable du destin national.

Restez donc vigilants, pour mener efficacement le combat. Il faut maintenir la vigilance à tous les niveaux. Ne rien minimiser. Ce que l'œil voit, que la conscience l'analyse; ce que l'oreille entend, que la conscience l'analyse aussi. On saura ainsi, des deux catégories dont nous avons parlé, qui est auteur de l'acte que l'on voit ou de la parole que l'on entend, et l'on aura une idée de la situation exacte de la Nation.

Nous avons pris des décisions hardies : *les PRL doivent contrôler toute la terre guinéenne revenue à son propriétaire légitime, le Peuple. Les PRL doivent contrôler toute l'économie guinéenne. Les PRL, en un mot, doivent assumer tous les attributs de l'Etat.* C'est assez important. Rares sont les pays qui sont arrivés à une telle profondeur de la démocratie. Nous sommes sûr que dans quelques années, la situation guinéenne aura complètement été modifiée grâce à l'exercice par le Peuple lui-même, des attributs que lui confère l'organisation révolutionnaire guinéenne.. Mais n'oubliez jamais que tous ceux qui amassaient des millions de bénéfices par le trafic, qu'il s'agisse de fonctionnaires véreux, de cadres corrompus ou de trafiquants, tous ceux-là sont mécontents des réformes auxquelles nous avons procédé.

Le 5 juillet, nous avons convoqué la Session de la Conférence Economique Régionale ; tous les PRL de Conakry auront à rendre compte du bilan cumulé de leur gestion pendant quelque 20 mois. Nous sommes sûr que le chiffre global auquel l'analyse ou le contrôle aboutira, se situera à un niveau supérieur à 250 millions de sylvies de bénéfice net, c'est-à-dire 2 milliards 500 millions de francs. C'est cela l'auto-gestion. Et ce bénéfice s'entend pour la seule ville de Conakry.

Quand le PRL n'était pas créé, c'étaient les mêmes commerçants qui amassaient ces sommes fabuleuses. Mais toujours avec arrogance, ils s'étaient opposés au Parti et à la Révolution, parce qu'ils avaient oublié que c'est grâce au Parti-Etat qu'ils avaient assumé de telles fonctions.

C'est pourquoi, nous devons essayer de nous acquitter,

avec efficacité, chacun, au niveau où il se trouve, des tâches que le Peuple nous a confiées. *L'objectif fondamental, c'est que la base sociale de la Révolution reste consciente. La Révolution ne dépend ici que d'une partie de la fraction.* Il s'agit de ceux qui travaillent, de ceux qui souffrent, de ceux qui peinent, de ceux qui produisent, c'est-à-dire les paysans, les ouvriers, les fonctionnaires, les militants en uniforme et tous ceux qui, tous les jours, apportent leur contribution au développement économique et social de la Nation. Ceux-là sont les véritables bâtisseurs du progrès de la Nation. Ceux-là doivent donc rester vigilants pour que leur pouvoir révolutionnaire ne soit jamais contesté ; mais qu'au contraire ce pouvoir s'affirme, se renforce, s'approfondisse et permette, en un mot, au Peuple, de grandir en dimension, en bonheur et en capacités.

Vous nous avez proposé de faire une marche révolutionnaire. Vous nous permettrez de faire une autre proposition. Nous avons déjà dit que *chaque fois que vous entendez à la radio l'impérialisme nous insulter, ne répondez pas autrement qu'en plantant un arbre fruitier* ; chaque fois que l'impérialisme fera la démonstration qu'il est encore en complot contre nous, ne répondez pas autrement qu'en plantant chacun un arbre. Même si nous mourons aujourd'hui, les arbres ainsi plantés feront le bonheur de la Nation, de nos enfants et petits-enfants. Vingt mille soldats qui défilent, certes, c'est une grande production politique ; cela indique à l'ennemi que l'armée est là, prête ! Mais il suffit que 2 000 ou 3 000 militants en uniforme décident de créer un verger avec 2 000 ou 3 000 arbres fruitiers, l'économie de la Guinée sera consolidée par ces arbres fruitiers.

C'est pourquoi, vous pouvez trouver, à côté du camp Alpha Yaya un terrain à dégager qui puisse servir de verger où tous les militants en uniforme, viendront s'investir un dimanche matin ; que chacun plante un oranger, un manguié greffé, un avocatier, un arbre fruitier. S'il y a 2 000 ou 3 000, voilà une très grande plantation qui, demain pourra permettre le fonctionnement de vos « Mess », sans plus acheter de fruits au marché de Conakry. Ainsi ce serait un apport considérable au bien-être des militants en uniforme de demain, à la consolidation des bases matérielles et économiques de la Révolution.

Nous vous remercions, nous vous félicitons et nous vous invitons à rester vigilants, extrêmement vigilants.

PRET POUR LA REVOLUTION !

Tournée d'inspection de l'académie

Conjointement à la récente tournée de travail du ministre du développement rural de N'Zérékoré dans les BMP de la Fédération de Lola, une mission d'inspection de l'Académie de N'Zérékoré a rendu visite, du 4 au 13 juin dernier, aux CER 1er, 2è et 3è cycles des Arrondissements de Foubadou, Lainé, Gama, Nzoo et Lola-centre.

La délégation de l'Académie se composait des camarades Ibrahim Kalil Kourouma, directeur pédagogique et Ibrahim Sory Diallo, directeur de production. Outre le contrôle technique des maîtres et professeurs, cette mission avait charge d'inspecter chaque CER du point de vue administration, production matérielle, pédagogie et comptabilité-gestion.

Chaque inspection était suivie d'une séance de travail regroupant dans un premier temps, délégués de l'Académie et le collectif des enseignants. A ce propos, un coup d'oeil sur les cahiers de préparation ou de contrôle des maîtres permet de connaître la régularité des professeurs aux cours comme sur les chantiers de production et de déceler les défailtants et les absentéistes.

Le second entretien regroupait, quelques instants après, l'ensemble des élèves. Ceux-ci devaient présenter

le bilan de l'activité productive du CER avec mention du montant de l'accumulation et indication des plans de projets de travaux etc... Par ailleurs, le contrôle sanitaire et hygiénique des locaux scolaires donnait à la délégation une autre idée de l'attention que les cadres dirigeants de chaque arrondissement apportent au développement de l'enseignement et à la prévention de la maladie en milieu rural.

— Foubadou, une section qui se meurt !

Notons à ce propos qu'un sursis est accordé au Comité directeur de Foubadou pour avoir assisté de manière passive à l'écroulement d'une classe du premier cycle tandis que la 2è année manque de bancs. Conséquemment, la délégation de l'Académie a constaté une désertion massive des jeunes élèves au profit des « medersa » ou école coraniques. Saisi de la situation, le camarade Mamadou Bangoura, ministre du MDR de N'Zérékoré et Commissaire politique de la Fédération de Lola, devait convoquer une réunion d'urgence au terme de son séjour dans les BMP de cet arrondissement. La réaction du délégué du Comité Central était d'autant

plus justifiée qu'on note déjà, à Foubadou, la destruction progressive de la Permanence de section, ce qui signifie a-t-il dit, absence de dynamisme, crise de conscience et manque de vie du Parti. Décidément le Comité directeur de Foubadou était à un pouce de la dissolution au profit d'un comité de salut public plus ferme et entreprenant. Mais des engagements formels ont été pris pour réparer la faute. Est-ce là une promesse de routine ? En tout cas le commissaire politique promet d'y retourner car, comme il l'a dit, Foubadou mérite surveillance.

A Nzoo, de même la mission de l'Académie s'est heurté à l'esprit d'inconscience de certains enseignants. C'est la concurrence au « chômage », selon l'appréciation du directeur pédagogique. Aucune réalisation concrète au titre de l'année en cours. Ici, le délégué du Comité Central a consacré toute une soirée à décanter la situation et à situer les responsabilités. Ainsi le directeur de l'école est relevé et blâmé avec inscription au dossier, tandis que plusieurs mesures de redressement sont infligées à ses collègues.



L'école dans la vie (action de tomates des C.E.R de LAINE).

— Les CER de Lola à l'heure de la Révolution

Voici par ailleurs, le classement par ordre de mérite des 5 CER 2è et 3è cycles et des 7 CER 1er cycle de la Fédération de Lola :

- A) CER 2è et 3è Cycles
 - 1er Lola centre : accumulation : 188 758,5 sylis. Contribution fournie à la région : 26 000 briques pour classes à construire ; 233 m³ de sable dont 86 m³ donnés à la région ; 25 m³ de gravier dont 5 m³ offerts à la région. Un plan de production très bien avancé.
 - 2è Weyakoré : accumulation : 161 669 sylis. 5 000 briques cédées à la région contre paiement. Cependant le directeur des études est relevé de ses fonctions pour manque de cahier de contrôle des maîtres. Un plan de production varié et bien dirigé.
 - 3è Gama : accumulation ;

1 310 45 sylis. Plan de production varié

4è Lainé : accumulation 71 490 sylis

5è Foubadou : accumulation : 23 521 sylis. Plan de production médiocre et des champs abandonnés au profit des contrats privés.

B) CER 1er cycle

1er Lainé : disponible en caisse : 12 000 sylis. Un plan de production comportant 1 ha de riz et 1/2 ha d'arachide en très bonne voie.

2è Lola I : disponible en caisse : 4 413 sylis sans plan de production comportant 6 t de palmistes dont 2,947 t sont rentrées : 2 ha de riz et 1/2 ha de jardin potager.

3è Weyakoré : accumulation 5 995 sylis, disponible en caisse : 6 182 sylis. Sans plan de production.

4è Gama : disponible en caisse 4 413 sylis sans plan de production mais fournit

cependant des efforts.

5è Lola II : disponible 3 018 sylis. Directeur relevé par manque de cahier de contrôle du collectif des maîtres. Sans aucune action agricole. A réalisé 3 406 briques dont 2 781 restent à payer par la région.

6è Foubadou : accumulation : 1 500 sylis. Plan de production assez alléatoire parce que le terrain est mal choisi, 1/2 ha de patates, 1 ha de riz.

7è Nzoo : 8 050 sylis d'accumulation. C'est le foyer de l'inconscience professionnelle. 1 269 kgs de palmistes sont détenus par le collectif des maîtres.

Robert Tamaba Millimono

Siguiri:

Soutien à Horoya

Le Bureau fédéral de Siguiri, en application de la circulaire n° 014/cc/76 du Comité Central relative à la célébration de la Nuit de Horoya a effectivement

organisé le samedi 5 juin une grande soirée artistique et culturelle.

Les recettes de cette soirée sont à ce jour intégralement versées au compte de Horoya Organe Central du Parti-Etat à Conakry.

Horoya profite de cette opportunité pour féliciter sincèrement les militants de Siguiri pour cet acte hautement idéologique et révolutionnaire.

11-17 juillet 1976 = 73

Lola

FACE AU DEVENIR

Lola 4 juin. Il y a un an, la première session 75 du CNR consacrait l'érection de l'Arrondissement en Région administrative. Pour N'Zérékoré dont dépendait Lola, le divorce était déchirant. D'autant plus que Lola constituait son principal grenier d'où provenaient huile, riz, café et palmistes. Mais aussi les grands artistes, notamment les « nyamu », les hommes-oiseaux ou les échassiers qui ont contribué à hisser N'Zérékoré au rang des meilleures Fédérations.

Pour Lola, ce découpage géographique qui ramène l'administration au niveau de l'administré a été salué avec joie par l'ensemble des militants des 51 PRL de la fédération qui prennent en mains leur destinée. Des retraites aux flambeaux et des marches de soutien, à l'époque, furent organisées en signe de reconnaissance à la Direction nationale du Parti.

Cependant qu'est ce que Lola ? Une petite ville de quelque dix mille âmes dont l'activité essentielle se réduisait hier au trafic. Au dire de ses habitants, Lola était avant la Loi Cadre 1964, un centre névralgique par où transitaient tous les colporteurs, dioulas et autres contrebandiers en partance ou en provenance du Liberia ou de la Côte d'Ivoire. La bourgeoisie nationale y avait empêché plusieurs millions de francs et négocié maints projets lugubres sur le dos du Peuple laborieux. Les exploitants clandestins de diamant et d'or de Kérouané et de Beyla y transitaient également.

Aujourd'hui, face à leur devenir commun, les militants de Lola construisent, sur les ruines de la bourgeoisie, la nouvelle infrastructure de la région. Trois chantiers y sont créés depuis le 14 mai 1975, date de la pose de la première

pièce par le camarade Mamadi Kéita, membre du Bureau Politique du Comité Central, ministre du Domaine de l'Education et de la Culture. Il s'agit notamment du complexe administratif qui comprend : 4 bâtiments dont les travaux sont confiés aux 19 PRL de l'Arrondissement central. Ceux-ci fournissent les matériaux locaux (blocs de pierre, sable et gravier) et livrent l'essentiel de la main d'œuvre.

L'exécution du bloc de la sécurité (Police et gendarmerie) relève de l'Arrondissement de N'Zoo ; tandis que la construction de la Cité administrative est confiée à la Section de Lainé.

Le second chantier concerne la Permanence fédérale (à l'état de fondation) et son centre culturel (dont les murs ont atteint 1,50 m) Situé au centre de la ville, ce complexe doit être édifié par la Section de Gama.

Le dernier complexe concerne les 7 magasins de l'ERC dont quatre à l'état de fondation tandis que les trois autres attendent la livraison, par les constructions métalliques de Dixinn, de leurs charpentes.

Commentant l'organisation des travaux, le camarade Karifa Kourouma, gouverneur de région, a indiqué que « l'ensemble des soubassements a été achevé en un temps record de deux mois. Cependant la région, n'ayant aucune briqueterie,

les soubassements ainsi achevés devaient attendre la construction de nos propres fours à briques, ce qui ne va pas sans prospection préalable des zones argileuses.

« Ces exigences nous ont amenés à fermer les bureaux et à programmer les 570 travailleurs salariés, trois fois par semaine, de 7 h 30 à 16 h. Cette décision visait à renforcer l'action des militants des PRL qui, eux, s'investissaient les mardis et samedis compte tenu de leur intervention aussi bien dans les BMP que dans leurs champs individuels... C'est normalement en fin juin 1976 que nous envisagions l'inauguration des principaux bâtiments (permanence fédérale, bloc administratif et la Cité). Mais le manque de fer à béton de différentes dimensions, tout comme la crise de ciment et la non livraison des charpentes métalliques freinent l'enthousiasme des masses. Aussi le problème d'essence, lié au manque de citerne limite-t-il les mouvements »

Cependant les chantiers grouillent d'activité. Les 8 millions de syllis, part méritée prélevée sur la région mère de N'Zérékoré pour lancer la nouvelle-née s'épuisent. Bientôt interviendront les 4 645 000, représentant la valeur de la ristourne au titre de la taxe fiscale. Cette autre tranche verra-t-elle la finition complète et définitive

des travaux à la date du 30 novembre prochain, date retenue par la population ? Sans doute, à condition que les matériaux d'importation ne continuent pas à faire défaut. Quant aux masses, elles sont disposées

à consentir maints sacrifices pour surmonter les difficultés qui assaillent la nouvelle région et gagner en même temps que leur pari, la confiance et même l'encouragement du Parti-Etat.

Robert Tamba MILLIMONO

MDR de N'Zérékoré

RECOUVREMENT DES CREANCES

Une mission du Commerce intérieur chargée du recouvrement des dettes dues à l'Etat, a séjourné dans les fédérations relevant du Ministère du Développement rural de N'Zérékoré.

Cette mission qui met en application une recommandation de la dernière conférence économique nationale relative à la poursuite des débiteurs, a parcouru toutes les sections de Lola, sa 1ère étape, à l'exception de Gama dont la situation est liée à un pointage à l'ERC de N'Zérékoré. Seul l'Arrondissement de Lainé a soldé complètement son compte qui se chiffre à 240 897 syllis. Avec un solde débiteur de 1 369 525 syllis, la section de N'Zoo ne pouvait payer que 122 000 syllis, le reliquat étant imputable aux commandants d'Arrondissement de l'é-

poque antérieure. A la date du 13 juin, ceux-ci étaient invités à justifier la moralité de leur gestion au cours d'un pointage avec l'ERC de N'Zérékoré dont dépendait autrefois Lola. C'est le cas également de Lola-centre dont le compte débiteur s'élève à 1 278 159,5 syllis.

Une commission tripartite, composée de l'ERC, de la mission de recouvrement des créances, et des dits commandants, a poursuivi ses travaux du 15 au 18 juin dans le chef-lieu du MDR. Selon la mission, 690 000 syllis y étaient récupérés à la date du 14 juin sur un total global de 4 552 240 syllis inscrits au dossier de la Fédération de Lola.

La mission se rendra prochainement à Yomou. La Fédération de N'Zérékoré sera la dernière étape de son périple.

L'IMPERIALISME ET SES AGENTS

PAR ANSOUMANE BANGOURA

L'impérialisme ne s'accommode pas, ne s'accommodera pas et ne saurait d'ailleurs jamais s'accommoder de la réalité guinéenne du P.D.G.

C'est que la République de Guinée et sa grande Révolution sont à l'avant-garde de la lutte anti-impérialiste en Afrique et dans le monde.

Venir à bout de ce bastion de la liberté, de la dignité et du progrès des Peuples, est un devoir, une tâche permanente, toujours actuelle et immédiate de l'impérialisme. Provocations et attentats se suivent, se relaient, alternent qu'ils coincident avec toutes sortes de sabotages, culminent dans des agressions économiques et militaires. Le temps passe ; mais le complot permanent de l'impérialisme contre la Guinée demeure. Le temps passe ; la Révolution progresse et la contre-révolution s'affaire.

La Révolution africaine triomphe en Angola. La réaction africaine enrage. L'impérialisme menace ouvertement et furieusement. Il crée et structure une organisation africaine d'anti-africains basée en Europe avec un plan d'action précis et adapté à chacun des pays révolutionnaires, à chacun des régimes progressistes du

continent!

C'est dans la même stratégie que s'est située son intervention en barbarie qui a coûté la vie au Président **Murtala Mohamed** au Nigéria. C'est dans ce cadre que se situent les provocations armées contre le Mozambique populaire.

C'est dans la même stratégie globale de reprise en mains de l'Afrique que l'impérialisme a organisé l'attentat avorté de l'IPGAN contre le Responsable Suprême de la Révolution le Président **AHMED SEKU TURE**.

Et c'est dans ce cadre que l'impérialisme met, en ce moment-même, la dernière main à une agression des plus monstrueuses contre la République de Guinée. Une nouvelle agression dont l'ampleur et la profondeur dépasseraient de loin celle de Novembre 1970. Les informations qui nous parviennent de jour en jour sont sans équivoque à ce propos. Les documents qui nous parviennent situent les responsabilités à chaque niveau de l'échafaudage du génocide et identifient individuellement les principaux agents d'exécution ainsi que l'itinéraire des éléments d'intervention : **leur origine, leur lieu et**

mode de recrutement, leur appointment, leur acheminement. Tout cela est clair et précis.

Voici à ce sujet quelques informations vérifiables ; d'abord de la situation à la frontière guinéo-sénégalaise, où des mercenaires débarqués par des camions sont en ce moment regroupés le long de la frontière, en deux endroits :

1^o) — **A Linguéré**, localité située entre le Parc national de **NILOKOKOBA** (Sénégal) et le point communément appelé « 118 » en territoire de la République de Guinée où 30 camions de mercenaires sillonnent la frontière, protégés par 4 chars et 3 jeeps de liaison.

2^o) — **A Dialadian**, où 20 camions ont aussi déposé des mercenaires équipés de 2 chars et 2 Jeeps de liaison.

Le flanc ivoirien de nos frontières n'est pas moins préoccupé de saccager la République de Guinée. Ainsi entre autres informations, révélons que l'**Ex-Sergent Camara**, originaire de **SIDI-KIDOU**, Arrondissement de Sinko, Région de Beyla en Guinée, a été nommé Capitaine dans l'armée ivoirienne et chargé du recrutement de mercenaires parmi les jeunes

fonctionnaires guinéens ayant fui leur pays. Les nouvelles recrues sont mises à la disposition d'instructeurs israéliens et français basés dans un camp de concentration à **Daloa** (Côte d'Ivoire,) en vue de leur entraînement.

Peuple du Sénégal ! Peuple de Côte d'Ivoire ! En ce moment où l'Afrique se cherche et se mobilise pour déterrer de son corps les dernières épines du colonialisme et du racisme ; en ce moment où **John VOSTER** tire à bout portant sur les masses africaines et massacre, par centaines, nos sœurs, nos enfants, et nos frères à **SOWETO** ; en ce moment où **IAN SMITH** attaque le Mozambique ; en ce moment où des problèmes écologiques et économiques nous assaillent ; bref en ce moment de solidarité globale et totale nécessaire pour libérer et développer l'Afrique dans la dignité et l'indépendance réelle ; des Chefs d'Etat qui ont vassalisé leur personne au néo-colonialisme et vendu leur âme au diable, mettent vos territoires à la disposition de l'étranger pour détruire un autre territoire qui est vôtre aussi ; d'ailleurs, mais coupable à leurs yeux, de défendre vos valeurs et vos aspirations les plus profondes.

Que veulent-ils ces Chefs d'Etat ? Ce que veut l'impérialisme : servir docilement en qualité de gérants des intérêts économiques et représentants culturels de l'impé-

rialisme en Afrique, garantir, par la destruction des foyers révolutionnaires, la main mise sur ses réservoirs de matières premières en Afrique du Sud, en Rhodésie et en Namibie.

C'est à cette fin et à bien d'autres, que l'impérialisme utilise ses agents fantoches stipendiés. Ses pions les plus sûrs, il les pousse contre la Guinée réputée inflexible dans la défense des intérêts de l'Afrique et intransigente dans la guerre anti-impérialiste.

Peuple du Sénégal. Peuple de Côte d'Ivoire, dignes héritiers des nobles figures de

notre histoire commune, vigilance et action pour arrêter les mains criminelles.

Peuple de Guinée ! à l'horloge de ta lutte, est passée l'heure des escarmouches sporadiques ; voici venue celle de la guerre totale et radicale, le Président **Ahmed Seku Ture** nous le rappelait le 4 Juin dernier.

Notre Peuple détruira bientôt tous ces mercenaires qui grouillent à nos frontières, et leurs complices intérieurs avec.

Vigilance !

L'impérialisme trouvera son tombeau en Guinée.

Prêt pour la Révolution !

De l'expression « Politique Africaine »

PAR MAMADOU BAH

L'expression « POLITIQUE AFRICAINE » est une de ces expressions bateau à propos desquelles l'académie française, gardienne de la langue et du bon usage, si elle avait gardé son pouvoir d'antan, devrait clouer au pilori bon nombre d'hommes politiques et d'Agences d'information. Elle aurait d'autant plus raison de le faire que derrière les faux sens ou l'ambiguïté sémantique se cache une confusion politi-

que délibérément entretenue et savamment orchestrée.

Cette expression qui revient dans les déclarations et les conférences de presse comme un leit motiv trahissant une obsession certaine, appelle deux remarques.

— La première est qu'elle apparaît surtout quand quelque chose change en Afrique ou plus précisément quand ça bouge comme on aime à le dire couramment. Par exemple le changement des

rapports de force en faveur du MPLA en Angola a suscité beaucoup de «politiques africaines en réaction apeurées, en chantages éhontés, en réajustements opportunistes ou cyniquement machiavéliques. Aujourd'hui encore les foyers incandescents allumés en Afrique australe par la guerilla au Zimbabwe en Namibie sème la panique dans les hélicoptères, suscite une abondante logorrhée et une véritable ronde de missionnaires politiques porteurs de bonnes paroles pour, dit-on la sécurité du continent noir.

— La seconde remarque découlant en quelque sorte de la première est que le plus souvent on entend par «politique africaine», non pas la politique des Africains en Afrique mais la politique menée en Afrique par telle ou telle puissance étrangère au continent.

Ainsi quand des Américains il nous vient des secrétaires d'Etat et des Ambassadeurs qui pèlerinent de capitale en capitale tels des précepteurs politiques chargés de mettre nos Etats en garde contre le libre usage de leur souveraineté, cela s'appelle «politique africaine».

Politique africaine aussi que la grande compétition engagée par les grandes puissances en vue de mettre deux réacteurs atomiques et six cents kilogrammes d'uranium enrichi à la disposition de Prétoria qui du coup

se sent assez fort pour narquer les nations-unies et brandir l'épouvantail atomique comme solution finale à tous ses différends avec les Peuples d'Afrique. On aurait pu considérer ce chantage comme un bluff procédant d'une faiblesse d'esprit qui n'aurait d'autre effet que de camper à suffisance le personnage de Vorster non sans faire rougir de honte ses commanditaires et ses supporters de part et d'autre de l'Atlantique.

Mais avec l'équipement qui va être livré à Prétoria l'on comprend parfaitement qu'il ne s'agit guère d'un bluff mais bien de la démente, naissante de nevrose capable, si l'on y prend garde de provoquer une déflagration apocalyptique sur le continent.

La tragédie de SOWETO où sont massacrés d'innocents écoliers nous en donne une idée.

Au demeurant que les hommes de main de M. Vorster se mêlent aussi de diffamer la Grande Bretagne en usant, c'est le cas de le dire, et des mains et des pieds pour obtenir des films « pornoscopiques » dans le style ballet rose digne de Profumo et par conséquent compromettants pour toute la hight society est une illustration de l'inquiétante hystérie sud-africaine. On est tenté là, de dire c'est bien fait pour les Anglais eux qui continuent à regarder d'un œil indifférent le recrutement scandaleux sur leur propre sol d'importants contin-

gents de mercenaires au service de Vorster, eux qui n'ont pas osé appliquer au crime de lèse-majesté de la rébellion de Salisbury.

La rigoureuse loi qu'ils avaient jadis imposée à la légitime revendication des Mau Mau du Kenya. Sans doute, est-ce que parce que pour le Royaume-Uni, dans les veines du patriote Kenyan coule un sang bien différent de celui d'Ian Smith ? Evidemment, en ce genre d'affaire, les jugements de cœur rendent toujours blanc ou noir.

Politique africaine enfin que cette conférence de Paris où furent réunis beaucoup de protagonistes sur une scène non africaine pour jouer le destin de l'Afrique avec en toile de fond le slogan très généreux « l'Afrique aux Africains ».

Le président de cette conférence qui n'a jamais obtenu le consensus de toute l'élite politique de son pays pour une concertation eut le mérite non seulement d'avoir réuni tant de leaders africains et de les avoir tenus et contenus en bonne entente mais aussi d'avoir préconisé pour eux que la coopération soit vidée du concept « impérialiste ».

Cependant il aurait eu plus de mérite s'il avait fait en sorte que la coopération fût vidée du fait impérialiste tout court. Hélas !

Peut-être est-ce dans ce meli-mélo que se trouve le grand bluff. Quoi qu'il en

soit il est temps : grand temps pour tout le monde de se réveiller. Les grandes puissances doivent se réveiller de leur illusion et cesser cette ample comédie qu'elles jouent pour la galerie.

Elle doivent accepter d'ouvrir les yeux sur les similitudes qui se dessinent entre le personnage de Vorster et celui du petit caporal peintre devenu le Führer du Reich, entre le personnage d'Ian Smith et celui du petit italien Mussolini devenu le Duce de l'Italie martyre.

Enfin les Africains doivent se réveiller de cet infantilisme politique que certains étalent en transférant leur compétence à une tutelle étrangère régente et régnante. Ils doivent se réveiller pour pratiquer une politique responsable, une politique africaine véritable, une politique combative ainsi que l'a souvent réclamé le secrétaire général du PDG dans ses multiples appels à l'Afrique combattante.

BREVE

JUSTA RICA :

« Le gouvernement du Costa Rica renforcera les navires et avions patrouilleurs dans ses eaux territoriales et instituera un système de contrôle pour faire face à l'intrusion illégale que font les bateaux de pêche étrangers pour pêcher à l'intérieur des eaux établies à 200 milles marins ».



CONAKRY II

Les enseignants en séminaire

A Conakry II, le séminaire sur l'enseignement en langue nationale dans les 7^è années dès la rentrée prochaine a été solennellement ouvert par le Secrétaire fédéral le camarade Nouhou Cissé, jeudi 24 juin dans l'après-midi à la permanence de la Section du 7^è Arrondissement en présence de hauts cadres de l'Education.

Le programme du séminaire portera sur des cours de méthodologie et de lexique. Des leçons modèles seront préparées et dispensées par des groupes de travail conformément à un tableau de repartition. Ces leçons modèles seront conçues par le collectif du CER 2^è 3^è

cycle concerné, assisté des maîtres choisis au 1^{er} cycle. Cette équipe de travail ainsi constituée doit recenser et traduire en langue nationale les termes techniques utilisées dans la conduite de la leçon modèle; cela doit aussi confectionner en langue nationale le lexique se rapportant à l'enseignement de chaque matière.

C'est à 18 h 30 que la délégation du bureau fédéral a pris congé des seminaristes dans un tonnerre d'applaudissements et de vivats témoignage d'affection pour le stratège Ahméd Seku Ture qui a toujours eu une sollicitude particulière pour l'Ecole guinéenne.

Roger Goto ZOMOU

11-17 juillet 1976 - 79

PLANTER

PARTOUT

Par Sikhé Camara



— A la Loi Fria
— A la Fête de l'arbre

Planter partout
Planter encore
Planter toujours,
Pour que la terre soit riche et meuble
Pour que le patrimoine se renouvelle et
s'épanouisse
Pour que l'optimisme gonfle nos poumons
Et que la raison rassure nos sentiments

Planter partout
Planter encore
Planter toujours,
Parce que la terre est généreuse et belle
Parce que la terre disponible de Guinée
Répond à tous les efforts
Parce que le Peuple exige de tous
L'adhésion la volonté la fidélité
En donnant à la Révolution le meilleur de
soi ;

Planter partout
Planter encore
Planter toujours,
Pour que se déploie la Nation gaillarde
Qui se bat pour ne plus courber l'échine
Qui se bat pour ne plus trimer inutilement
Qui se bat pour honorer le défi de l'histoire
Qui se bat pour entraîner dans la mêlée tous
les autres
Qui conduit la marche vers de plus grands
succès ;

Planter partout
Planter encore
Planter toujours,
Oui, planter beaucoup et patiemment
Les semences de toutes sortes
Les graines de toutes espèces
Les plantes qui poussent qui montent qui
rampent
Et qui, toutes, se développent pour multi-
plier les moyens,
Pour donner à la Nation plus de poumon,
plus de force, plus de puissance,
Pour que la Révolution s'affirme tous les
jours,
Pour que son exemple convainque tous et
chacun ;

Planter partout
Planter encore

Planter toujours,
Oui, nous planterons, qu'importent la saison
et le temps,
Sous la pluie, sous le soleil et au vent;
Le jour et la nuit, ici et là;
Nous plantons dans la terre, de toutes parts
Dans les plaines, les bas-fonds, au sommet
des montagnes,
Les vallées, les marais et dans les sentiers;
Nous palnterons dans l'eau, sur la mer
Sur la berge et au bord des fleuves;
Nous planterons dans le firmament;
Dans les étoiles et les astres,
Partout où sied la source de la liberté;
Nous créerons en chaque endroit des
pépinières généreuses
Pour entretenir et servir la vie de tous les
jours
Pour servir les générations qui gravissent
les gradins des temps
Et le Peuple victorieux;

Planter partout
Planter encore
Planter toujours;
Comme le demande l'ami le Camarade
le Stratège,
La Communauté s'est levée dans l'enthou-
siasme et la joie;
Nous planterons de tout pour reboiser,
Pour nourrir et consolider plus encore le
sol,
Pour l'ombre et la fraîcheur,
Pour le paysage et le panorama;
Pour que les fruits étanchent la soif etapai-
sent la faim
De ceux qui sont dépourvus du minimum ;

Planter partout
Planter encore
Plater toujours;
Non pas seulement l'arbre millénaire de
l'Indépendance nationale
Mais les semences de sa pérennité,
Celles de l'immortalité du Peuple ;
Non pas seulement pour la certitude de
l'homme
Mais dans le cœur des pères
Dans la bonté des mères
Pour que le courage des enfants

Rassure tous les lendemains;
Pour que nos victoires inoubliables soient
sans cesse confirmées
Pour que le patrimoine de réserve authenti-
que soit pour toujours mieux raffermi :
Car le Peuple qui a déjà battu les records
Le Peuple qui doit encore gagner les paris
Le Peuple qui pulvérisera irrémédiable-
ment tous les pronostics
Doit rester ferme et debout en position de
Combat

Afin que chaque assaut soit une victoire
Qui annonce le soleil éblouissant.
Conakry, le 30 Juin 1976

SIKHE CAMARA

Au nom de la Révolution

Par ROGER GOTO ZOMU

Enfants de ma patrie
Souvenons-nous du temps
Des bastonnades, des humiliations
Du temps des comptables
De viols, de fraudes et de crimes,
Du temps du portage humain
Sur des routes étranges
Des routes menant à des destinations
inconnues.

C'était hier,
Hier avec la terreur tapie
Au creux de nos villages,
Avec les sombres légendes
Des boulets, des menottes
A nos pieds et nos mains
Des bandeaux sur nos yeux
Baignés de tristes larmes.

C'était hier
Au fond de nos brousses natales
Sous l'ordre du commandant blanc
Sous les ricanements de ses gardes
Aux chéchias rouges, aux bottes cruelles

Sous la vocifération des chefs féodaux
 Nous rentrions le riz et le café
 Nous ramassions le palmiste
 Nous livrions nos volailles, nos troupeaux
 Ah ! l'époque coloniale...
 Que s'ouvre le poème aux actes de la
 mémoire.

Enfants de ma patrie
 Gardons-nous souvenance de tout cela
 Pour chanter le P D G
 Qui nous a soustraits à l'esclavage
 Qui nous a restitué notre personnalité
 Le P D G qui nous est venu
 D'un pas sûr et tutélaire
 Pour assurer nos lendemains.

Gardons-nous souvenance de tout cela
 Pour magnifier ce parti libérateur
 En fécondant fidèlement sa ligne
 Sa ligne horizontale et implacable
 Qui nous recommande
 De ne jamais nous abandonner
 A la paresse, à l'oisiveté
 A l'ignorance.

Gardons-nous souvenance de tout cela
 A chaque heure suprême
 De notre glorieux combat
 Pour que par nos vertus de labeur bienfait
 Par nos énergies multipliées
 Par la beauté de nos horizons
 Par le travail de chacun de nous
 Nous restions nous-mêmes
 Avec des pensées nouvelles
 Des actes de droiture.

Gardons-nous souvenance de tout cela
 Pour être tous de la ronde
 Du combat révolutionnaire
 Pour suivre pour toujours
 Les principes du P D G
 Aux pensées prestes.

Pour veiller sur notre drapeau
 Sur chaque secteur de la patrie
 Multiplier à chaque seconde solennelle
 Nos taux d'utilité à la Révolution.

Le chemin plus ouvert du P D G
 A l'appel du présent
 C'est la Révolution verte
 Qui intensifie la production
 Pour le bonheur populaire.

Sur cette terre riche et magnifique
 Et dans les entrailles de notre marche
 Pour tirer de nos plaines, nos bas-fonds
 La sève de la vie qui dispense
 Dans la joie, dans la félicité
 L'éternelle musique du travail
 Tout de rythme et de respect accordé.

Dans nos villes et nos villages
 Aux beautés merveilleuses
 Dans ce tendre pays nôtre
 Où le soleil du renouveau
 Lance ses rayons maternels
 Sur l'avenir plein de promesses
 La Révolution dans sa plénitude
 Va à la conquête de notre victoire finale
 Victoire qui se trouve

Dans les champs, dans les usines
 Dans nos mains augustes
 Dans nos heureuses pensées
 Dans notre volonté de bâtisseurs
 Des bâtisseurs libres et fiers
 Qui veulent par le mérite
 Etre à jamais magnifiés.

Gardons-nous souvenance de tout cela
 Et nos noms retrouvés,
 Nos symboles indomptables,
 Nos enfants en feront des médaillons
 Pour l'hymne qui montera à notre totale
 délivrance.

Debout ouvriers, paysans
 Debout veines ardentes de la patrie
 Debout Peuple exemplaire
 Debout vous tous
 Légitimes fils de la terre-mère
 Voici des chantiers, des chantiers.
 Ce n'est plus l'évangile
 Des semailles d'autrefois.
 C'est aujourd'hui notre histoire à nous
 Les combattants qui marchons vers le soleil
 Du port par nous choisi.

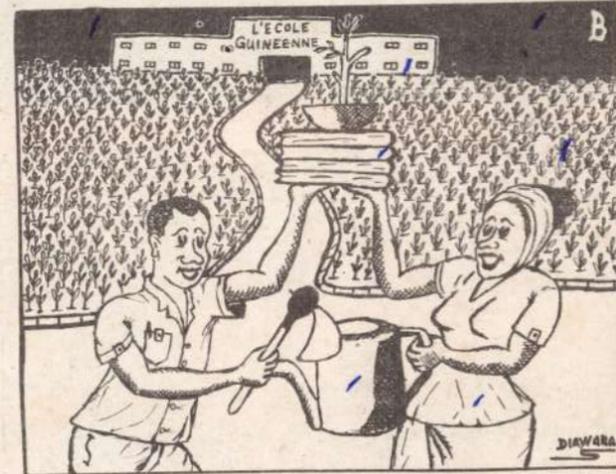
Debout, debout
 Sans faiblesses, ni palabres
 Et demain notre nation s'épanouira
 La nation par nous-mêmes modelée
 Et chacun de nous vivra mille ans
 Sous un toit nouveau
 Peuplé de rêves de prospérité.

ROGER GOTO ZOMU

LE JEU DES 7 ERREURS

DESSIN N° 79

SOLUTION PROCHAIN NUMERO



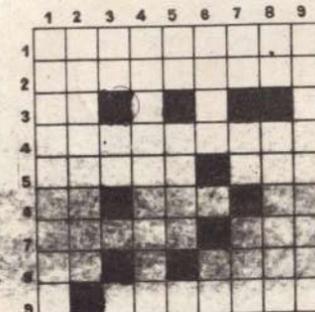
Solution

DU DESSIN N° 78
 HOROYA N° 2228

- Un trait blanc a disparu sous le mot liberté
- 1 - Le torchon du flambeau a un anneau de plus.
 - 2 - L'homme à la redingote a perdu sa jambe droite.
 - 3 - L'homme à la cravache a perdu sa main droite.
 - 4 - Le pantalon du soldat fantôme n'a plus de poche
 - 5 - L'attache du fusil est devenue noire.
 - 6 - Le rayon du soleil au bout du fusil en bandoulière est coupé.

MOTS CROISES

Problème n° 186 proposé
 par Alioune DRAME F.S.A
 DONKA CONAKRY



Horizontalement

- 1 - Originaire du Togo
- 2 - Vérification d'un compte
- 3 - Négation
- 4 - Adoration des animaux
- 5 - Pointe de terre au confluent de la Garonne - Acre sans fin
- 6 - Sodium - Céréale
- 7 - De la naissance - Démonstratif
- 8 - Voyelle double - vitesse d'un navire sans le propulseur
- 9 - Lieu de travail

Verticalement

- 1 - Habitant de la Tanzanie
- 2 - Adonné à l'opium
- 3 - En langue - phonétiquement c'est le matin
- 4 - De bouche en bouche
- 5 - Article - Continent
- 6 - Amati inachevé - Article espagnole
- 7 - Vowelles - Dieu égyptien - plats
- 8 - L'étain - nom scientifique de la jaunisse
- 9 - Combiner avec l'éther

Solution du problème n° 185

